

RAPPORT INTERMEDIAIRE

Rapport n° 337/FRS/MERNOIR
du 10 décembre 2018

Marché n° 2018 1050 063 149
EJ court 150 879 10 84
notifié le 11 juin 2018
réunion de lancement : 26 juillet 2018

La région de la mer Noire, un nouveau talon d'Achille pour l'Europe et l'Alliance ?

Enjeux stratégiques, sécuritaires et militaires

EMMANUEL DREYFUS – ISABELLE FACON – JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

WWW.FRSTRATEGIE.ORG | 4 BIS RUE DES PATURES 75016 PARIS | TEL : 01.43.13.77.77 | MAIL : CONTACT@FRSTRATEGIE.FR

SIRET 39409553300052 TVA FR74 394 095 533 CODE APE 7220Z FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1993

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1 – APPROCHES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES DE LA RUSSIE.....	7
1.1 – La valeur stratégique de la mer Noire pour Moscou	7
1.1.1 – L'importance de la mer Noire dans les représentations et les intérêts stratégiques russes	7
A.– Désenclavement et accès à « l'océan mondial ».....	8
B.– La mer Noire dans le projet de la Russie dans l'espace ex-soviétique ...	9
1.1.2 – Perception russe des risques en mer Noire, hier et aujourd'hui	10
A.– Des adversaires imprévisibles, un environnement politique volatil	11
B.– Une mer « piège ».....	11
C.– L'OTAN, adversaire principal	12
1.2 – Un dispositif militaire considérablement étoffé depuis 2014.....	13
1.2.1 – Des ambitions longtemps contrariées.....	14
1.2.2 – La fortification de la Crimée et le renforcement capacitaire en mer Noire	15
A.– Systèmes anti-aériens.....	16
B.– Défense côtière.....	17
C.– Composante navale	17
D.– Composante aérienne.....	19
E.– La nucléarisation de la péninsule : une possibilité ?	20
1.3 – Autres stratégies d'influence de la Russie en mer Noire	20
2 – LES CONFLITS NON RÉSOLUS ET LEUR IMPACT SÉCURITAIRE RÉGIONAL.....	21
2.1 – La Russie et les conflits non résolus	22
2.1.1 – Maintenir une présence militaire dans les pays refusant l'intégration eurasiatique.....	22
2.1.2 – La Russie, principal parrain dans les domaines économique et social....	25
A.– Aides financières, gaz et passeports : comment les autorités russes soutiennent les territoires séparatistes	25
B.– La Russie, principal débouché économique des territoires non reconnus ?	26
2.2 – Conflits non résolus et activités criminelles en région mer Noire	28
2.2.1 – Les conflits non-résolus, des facilitateurs d'activités criminelles ?	28
A.– Des frontières non contrôlées et non déterminées	28

B.– Une absence de coopération entre « law enforcement agencies » de jure et de facto	29
C.– Des économies atones.....	30
2.2.2 – Typologie des principales activités criminelles.....	31
A.– Mouvements illicites de marchandises (contrebande)	31
B.– Trafics d'armes et de matériel radioactif.....	32
2.3 – Conflits non résolus : quelles conséquences pour la région mer Noire ?	35
2.3.1 – Des conséquences aussi bien en termes de bonne gouvernance que stratégiques pour les « pays hôtes »	36
A.– L'impact des conflits non résolus sur la santé économique et politique des pays hôtes.....	36
B.– Des pays à l'ombre d'une menace permanente	36
2.3.2 – Quel impact pour l'UE ?.....	38
3 – LA MER NOIRE, UNE NOUVELLE FRONTIÈRE DE LA STRATÉGIE TURQUE ?.....	41
3.1 – La mer Noire, un nouvel horizon de la politique étrangère et de sécurité de la « nouvelle Turquie » ?	43
3.2 – Une vision de la sécurité en mer Noire et des intérêts nationaux turcs en voie d'autonomisation.....	48
3.2.1 – Ménager le « partenaire russe »	49
3.2.2 – Avec l'OTAN, un désir de mise à distance critique	50
3.2.3 – Les mobilités djihadistes.....	54
3.3 – Les dimensions concrètes de l'action de la Turquie en mer Noire	54
4 – PISTES POUR LE RAPPORT FINAL.....	57
ANNEXE.....	59

La région de la mer Noire, un nouveau talon d'Achille pour l'Europe et l'Alliance ? *Enjeux stratégiques, sécuritaires et militaires*

INTRODUCTION

Pour l'Union européenne et l'OTAN, la stabilité de la mer Noire pose des problèmes de sécurité directs. Spontanément, la question de la situation sécuritaire en mer Noire renvoie à la politique de la Russie, dont le renforcement notable de la présence militaire régionale depuis 2014, à commencer par la Crimée, contribue à tendre le rapport de force avec ces acteurs.

Fin novembre 2018, la Russie a arraisonné par la force trois bâtiments de la Marine ukrainienne et fait prisonniers 24 marins ukrainiens alors qu'ils s'apprêtaient à passer le détroit de Kertch, qui connecte la mer Noire à la mer d'Azov. L'événement a amené le président ukrainien Porochenko à déclarer la loi martiale pour 30 jours et à demander aux pays membres de l'OTAN de redéployer des bâtiments en mer d'Azov. Cette crise est le produit direct de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, qui contrôle *de facto* les deux rives du détroit de Kertch et veut enraciner la nouvelle donne géopolitique qu'elle a créée dans la zone mer Noire / mer d'Azov en rattachant la Crimée à la Fédération de Russie. L'inauguration du pont de Crimée en mai 2018 est une incarnation parmi d'autres de cette stratégie russe.

La crise d'Azov semble donner raison à ceux qui, depuis plusieurs années, s'inquiètent de ce que « [p]arce que l'OTAN s'est focalisée principalement, d'un point de vue militaire, sur la région de la mer Baltique... la mer Noire [puisse devenir] une vulnérabilité grandissante pour l'Alliance »¹. Pour certains analystes d'ailleurs, qui parlent d'une « feinte balte », la Russie aurait délibérément multiplié les provocations militaires dans l'espace Baltique et dramatisé les enjeux dans cette zone particulièrement sensible du point de vue du rapport de force Russie-OTAN pour mieux placer son avantage en mer Noire². Ainsi, en 2018, la

¹ Boris Toucas, « NATO and Russia in the Black Sea: A New Confrontation », www.csis.org, 6 mars 2017.

² Nikolas Gvosdev, « Russia's Strategy in the Black Sea Basin », <https://warontherocks.com>, 2 août 2018.

mer Noire, située sur le flanc sud-est de l'Alliance atlantique, est de plus en plus fréquemment mentionnée comme un possible théâtre de confrontation militaire entre la Russie et l'OTAN. Cette dernière y a accru sa présence navale – passée de 80 à 120 jours entre 2017 et 2018 (pour patrouilles ou exercices)³ – et développé une « présence avancée » suite au sommet de Varsovie en 2016 (*Tailored forward presence*). Début décembre 2018, le Pentagone, en réponse à la crise d'Azov, a demandé au Département d'État de lancer le processus de requête de permission, auprès de la Turquie, d'envoyer des bâtiments en mer Noire, pour un exercice « liberté de navigation »⁴. La Russie, pour sa part, a considérablement renforcé sa présence militaire dans la zone, et, comme en Baltique, ses avions viennent à l'occasion frôler des bâtiments américains croisant en mer Noire.

Politiquement, le climat se complexifie. Tandis que les relations russo-ukrainiennes n'en finissent pas de se détricoter⁵, que la crise russo-occidentale façonne les (dés)équilibres stratégiques en mer Noire, et que les pays de la zone mer Noire élargie désireux de se rapprocher de l'UE et/ou de l'OTAN sont soumis à une forte pression de Moscou, le rapport stratégique russo-turc se densifie, sans qu'il soit facile de mesurer, à ce stade, quelles pourraient en être les possibles conséquences militaires et stratégiques – régionales comme globales.

Ces tensions obèrent les possibilités de coopération régionale que nécessiterait le traitement de différentes pathologies, certaines d'ailleurs reliées aux crispations entre grandes puissances, comme les conflits non résolus (*voir infra*), eux-mêmes entraînant l'enracinement d'un terreau fertile à différentes vulnérabilités « exportables » vers l'Union européenne – terrorisme, criminalité organisée, trafics illicites, réseaux de blanchiment d'argent... Ces défis de sécurité sont amplifiés de fait par la faiblesse institutionnelle de la plupart des États de la zone, la situation économique difficile de nombre d'entre eux, le déficit de gouvernance (aux niveaux national et multilatéral), la corruption, qui frappe à des degrés divers la majorité des États riverains (ou voisins) de la mer Noire...

Ce rapport intermédiaire propose un premier aperçu des visions stratégiques russes de la mer Noire (intérêts, menaces) et du renforcement de la présence militaire de Moscou dans la zone. Les conflits non résolus dans la zone mer Noire élargie sont ensuite abordés, d'abord sous « l'angle russe » (quelles sont leurs fonctions dans les stratégies de la Russie ?), puis sous l'angle de leur impact sécuritaire pour la région mer Noire. Enfin, à l'heure où l'évolution de la relation russo-turque suscite bien des conjectures quant aux recompositions à venir des rapports de force stratégiques régionaux, le troisième volet de ce rapport propose une première ébauche des approches stratégiques de la Turquie de la mer Noire et de leurs implications politico-militaires.

³ « Ukraine-Russia Sea Clash: Poroshenko Urges Nato to Send Ships », www.bbc.com, 29 novembre 2018.

⁴ Paul D. Shinkman, « U.S. Moves to Defy Russia in Black Sea », www.usnews.com, 5 décembre 2018.

⁵ Le 7 décembre 2018, la Rada a voté une loi mettant fin au traité d'amitié avec la Russie à compter du 1^{er} avril 2019.

I – Approches stratégiques et militaires de la Russie

Isabelle Facon

En juin 2018, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, à l'occasion d'une réunion des hauts responsables du ministère de la Défense « en région », à Sébastopol, déclarait que le groupe de forces russes en Crimée était capable de repousser n'importe quel ennemi⁶. La « bastionisation » de la péninsule opérée par la Russie depuis l'annexion en 2014 complique et contraint potentiellement les marges de manœuvre, en mer Noire, de l'OTAN, dont trois membres sont riverains. Moscou cherche visiblement à enfoncer le clou de sa prééminence en mer Noire et du caractère irréversible du rattachement de la péninsule à la Fédération de Russie. En témoignent les incidents en mer d'Azov en 2018, qui visent à imposer de nouvelles réalités géopolitiques issues de l'annexion – en l'occurrence le contrôle *de facto* du détroit de Kertch par la Russie.

Vu de Moscou, la situation en mer Noire est paradoxale : d'un côté, les positions stratégiques de la Russie, auparavant contraintes par l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine et les restrictions imposées par les autorités de Kiev aux déploiements russes à Sébastopol, se sont fortement améliorées suite à l'annexion ; de l'autre, le Kremlin considère que le nouveau *statu quo* en Crimée et à Sébastopol pourrait être fragile, et appelle à la plus grande vigilance.

1.1 – La valeur stratégique de la mer Noire pour Moscou

La mer Noire, a dit le ministre Shoïgou lors de la réunion du ministère de la Défense à Sébastopol précédemment mentionnée, « a toujours été d'une immense importance pour la Russie. L'avenir du pays s'est décidé ici à de nombreuses reprises sur une période de près de deux siècles. Les victoires glorieuses de la flotte de la mer Noire resteront dans l'histoire du monde et sont notre fierté »⁷. Il rappelait ainsi l'importance traditionnelle de la présence de la Russie en mer Noire dans les représentations et les intérêts stratégiques du pays.

1.1.1 – L'importance de la mer Noire dans les représentations et les intérêts stratégiques russes

De fait, depuis le XVIII^{ème} siècle, la Russie associe la mer Noire à de nombreux enjeux, qui alimentent son souci récurrent d'y affirmer une empreinte stratégique la plus forte possible, notamment en s'y dotant d'une flotte crédible sinon supérieure à celle des

⁶ « Russia's Military Group in Crimea Ready to Repel Any Attack – Defense Minister », TASS, 20 juin 2018.

⁷ Ibid.

autres riverains. Cette ambition a été contrariée, dans l'après-Guerre froide, par l'attrition des moyens de la flotte de la mer Noire, liée à la fois aux contraintes budgétaires de l'État russe et aux restrictions imposées par l'État ukrainien aux déploiements militaires russes à Sébastopol.

Depuis la fin de la Guerre froide, l'importance du sujet pour les élites russes s'est exprimée en creux dans la manière dont la Russie, manifestement gênée par la forte réduction de son rayonnement en mer Noire après 1991, a géré ses relations avec l'Ukraine (notamment positions dures dans les négociations sur le statut de la base de Sébastopol, après réactions aux « révolutions de couleur »...) et la Géorgie (pression via le soutien aux territoires séparatistes, voir *infra*, et la dépendance commerciale ; avec le point culminant que représentera, en 2008, le choix de la Russie d'intervenir militairement en Géorgie et de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, que l'on peut considérer comme la première étape de la restauration des positions stratégiques de Moscou en mer Noire).

L'intérêt stratégique de la mer Noire tel que perçu par le Kremlin s'est aussi manifesté dans la détermination de Moscou à faire obstacle au risque de transformation de la mer Noire en « lac otanien », risque devenu tangible selon elle avec l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'OTAN en 2004 et l'invitation – pourtant sans calendrier – faite par l'Alliance à l'Ukraine et à la Géorgie de la rejoindre à terme (sommet de l'OTAN à Bucarest, 2008)⁸. L'effort fourni par Moscou pour conserver son influence en Bulgarie⁹ et pour densifier considérablement ses rapports avec la Turquie s'inscrit directement dans cette perspective, de même que l'entretien de situations de conflits non résolus dans la zone mer Noire élargie (voir *partie 2*).

Pareil activisme de la part de la Russie s'explique par le fait que la présence en mer Noire, au-delà de sa sensibilité historique (réelle), recoupe trois objectifs majeurs fortement enracinés dans la culture stratégique russe : l'obsession du désenclavement et de l'accès à l'océan mondial ; le désir de peser dans les affaires du monde en tant que grande puissance ; le souci de conserver un glacis en maintenant le contrôle sur les espaces contigus au territoire de la Russie.

A.– Désenclavement et accès à « l'océan mondial »

La mer Noire occupe une place à part par rapport à la préoccupation permanente du Kremlin d'assurer le désenclavement géopolitique et économique du pays par l'accès aux mers chaudes. Cet accès est lui-même conçu comme la condition de la réalisation de

⁸ L'OTAN a développé avec ces deux pays des relations particulièrement sophistiquées, et est par ailleurs présente en mer Noire via le Partenariat pour la Paix auquel participent plusieurs pays de la zone « mer Noire élargie » (Arménie, Azerbaïdjan, Moldova).

⁹ Cette thématique sera traitée dans le troisième volet de la présente étude (sur les stratégies d'influence et le *soft power*).

l'ambition de Moscou, certes fluctuante en fonction des époques, d'être présente dans « l'océan mondial ». En d'autres termes, la mer Noire, pour la Russie, est une condition essentielle de l'accès à la Méditerranée, et au-delà – au golfe Persique et à l'océan Atlantique. « *Sans la Crimée, le poids global de la Russie ne serait pas aussi plein* », résume le journaliste russe spécialiste des questions militaires Iliia Plekhanov¹⁰. De fait, la présence en mer Noire est perçue au Kremlin comme une clef du rayonnement de la Russie dans les Balkans, en Europe centrale, en Méditerranée orientale, au Moyen-Orient.

L'importance de la mer Noire a été particulièrement valorisée par l'intervention militaire en Syrie, elle-même associée à une obsession du Kremlin : faire reconnaître la Russie comme une puissance qui a vocation à peser globalement dans les affaires du monde. Or, « *ceux qui ont des positions fortes [au Moyen-Orient] auront des positions fortes dans le monde* », résume Fiodor Loukianov, politologue russe réputé proche des cercles du pouvoir¹¹. On peut y ajouter des considérations de sécurité, puisque le Moyen-Orient est appréhendé dans une perspective de continuum sécuritaire avec le « flanc sud » de la Russie (territoires méridionaux de la Fédération, Asie centrale, Caucase du sud). C'est dans cette double perspective que la Russie a décidé de rétablir, en 2013, une *Task Force* permanente en Méditerranée (certes de format beaucoup plus modeste que l'ex-Eskadra soviétique). Cette *Task Force*, que certaines voix appellent à renforcer, relève de la flotte de la mer Noire, qui en est le cœur et doit assurer le soutien des unités venues des autres flottes russes en Méditerranée. Le rôle de la flotte de la mer Noire dans ce cadre va probablement s'accroître à mesure que ses capacités vont se développer (*voir infra*).

La maîtrise de l'espace mer Noire est ainsi perçue à Moscou comme une condition importante de la réalisation du projet russe de consolider sa nouvelle influence au Moyen-Orient, de travailler à la sécurité d'un flanc sud de la Fédération considéré comme particulièrement vulnérable mais aussi de conserver son emprise politique et géopolitique sur l'espace post-soviétique – une préoccupation stratégique qui demeure particulièrement aiguë.

B.– La mer Noire dans le projet de la Russie dans l'espace ex-soviétique

La politique de la Russie en mer Noire est par ailleurs largement motivée par la perception que cet espace constitue un théâtre parmi d'autres dans la rivalité stratégique avec l'OTAN et, plus récemment, l'Union européenne. La Russie appréhende les initiatives occidentales dans une logique de jeu à somme nulle dans la mesure où elle considère que les puissances occidentales se situent dans une logique de *roll back* de son influence dans l'ex-URSS. Celle-ci, dans les approches stratégiques russes, est toujours appréhendée dans une perspective de glacis de sécurité. Or, hormis la Russie, tous les riverains

¹⁰ Iliia Plekhanov, « Tchernoe more – more voïny s Rossiï ? » [La mer Noire – la mer de la guerre avec la Russie ?], *Voennye novosti*, n° 27 (103), 25 juillet 2016.

¹¹ « In the Middle East, Russia is Reasserting Its Power », *The Economist*, 25 mars 2017.

de la mer Noire sont membres de l'OTAN ou candidats à l'adhésion, et par ailleurs la zone mer Noire élargie compte la majeure partie des pays du Partenariat oriental (Géorgie, Ukraine, Moldova, Arménie, Azerbaïdjan).

La perception d'une détérioration de la situation géopolitique pour la Russie en mer Noire sous pression occidentale a par ailleurs été alimentée par les révolutions de couleur en Ukraine et en Géorgie au début des années 2000, analysées comme des symptômes de la volonté des pays occidentaux de soustraire ces pays à la sphère d'influence de la Russie. Est allée dans le même sens la constitution du GUAM – tous les pays composant cet axe motivé par un souci de distanciation géopolitique et géostratégique avec la Russie se trouvant dans la zone mer Noire élargie. La politique de la Russie en mer Noire est donc très directement impactée par la tension stratégique qui oppose Moscou à l'OTAN et à l'UE. Cette politique présente des éléments de durcissement qui proviennent du constat d'échec relatif par Moscou de sa politique destinée à garder les pays de l'ex-URSS dans son giron indépendamment de la pression présumée des Occidentaux.

Ainsi, comme le montrent la posture de la Russie sur les conflits gelés dans les pays de la zone mer Noire (*voir Partie 2*), ses pressions économiques sur ses voisins ou ses décisions sur le recours à la force en Géorgie et en Ukraine, la Russie en est venue à considérer que seul le *hard power* peut véritablement l'aider à résister à ce qu'elle perçoit comme une forte pression extérieure sur sa sphère d'influence¹².

1.1.2 – *Perception russe des risques en mer Noire, hier et aujourd'hui*

Dans une publication récente, le politologue Dmitriï Trenine (Carnegie Moscow Center), évoquant la crise du détroit de Kertch, introduisait une distinction entre les positions juridiques (justes du point de vue du droit international) et les réalités géopolitiques. Rapprochant le cas de la Crimée de la république turque de Chypre du Nord et des entités paraétatiques dans les territoires séparatistes de l'ancienne URSS, il suggérait que la crise du détroit de Kertch pourrait dégénérer en cas de « *tentatives de substituer la position légale à la réalité géopolitique* » en Crimée¹³. Les autorités russes inscrivent clairement dans cette logique leurs agissements en Crimée et en mer d'Azov, cherchant à imposer au reste du monde une nouvelle réalité géopolitique en mer Noire qui leur est favorable. Elles sont en cela d'autant plus motivées qu'elles jugent que le *statu quo* autour de la nouvelle situation autour de la péninsule de Crimée et de la mer Noire est encore fragile. D'où l'intention manifeste d'imposer la loi de Moscou en contraignant la liberté de navigation des bâtiments ukrainiens et internationaux en mer d'Azov, y compris *via* le recours à la force, et en montrant une capacité à impacter l'activité économique des ports ukrainiens.

¹² Boris Toucas, « Russia's Design in the Black Sea: Extending the Buffer Zone », www.csis.org, 28 juin 2017.

¹³ Dmitri Trenin, « Containing the Kerch Crisis. Struggle for Ukraine », Carnegie Moscow Center, 28 novembre 2018.

A.– *Des adversaires imprévisibles, un environnement politique volatil*

Dans la perspective russe, la flotte de la mer Noire et le dispositif militaire de la région militaire Sud dans lequel elle est intégrée doivent faire face à une double menace : les forces navales de l'OTAN, et l'Ukraine (en mer Noire et en mer d'Azov)¹⁴.

Pour le Kremlin, la fragilité de la situation autour de la Crimée (cette perception étant accentuée par l'inauguration du pont de Crimée, qui enjambe le pont de Kertch et dont les autorités russes estiment à tort ou à raison qu'il pourrait faire les frais de tentatives de sabotage) tient d'une part au comportement du gouvernement ukrainien, dont Moscou suppose que, aux abois et soucieux de ne pas laisser la communauté internationale « oublier » le dossier criméen, il peut être enclin à se livrer à ce que le pouvoir russe qualifie de « provocations ». C'est d'ailleurs en ces termes que Moscou a commenté la crise d'Azov fin 2018. L'une des explications de la posture russe dans cette crise réside dans son souci de contrecarrer le projet de Kiev de créer une petite flotte en mer d'Azov, susceptible de représenter un défi asymétrique aux moyens – largement supérieurs – de la Russie dans la zone¹⁵.

Par ailleurs, Moscou considère que du côté des soutiens occidentaux de l'Ukraine, les choses sont extrêmement fluides, donc imprévisibles. C'est sans aucun doute à ce prisme que les autorités russes auront appréhendé le vol extraordinaire conduit par l'U.S. Air Force le 6 décembre 2018 dans le cadre du traité Ciel ouvert, vol dont « *le timing [visait] à réaffirmer l'engagement des États-Unis à l'égard de l'Ukraine et des autres nations partenaires* », leur « *soutien à la sécurité des nations européennes* » en réponse à « *l'attaque injustifiée de la Russie contre les bâtiments navals ukrainiens en mer Noire près du détroit de Kertch* », « *escalade dangereuse dans la suite d'activités de plus en plus provocantes et menaçantes* » de la part de Moscou¹⁶.

B.– *Une mer « piège »*

Cette situation accentue les perspectives classiques des Russes sur la mer Noire, où, en perspective longue, ils ont toujours estimé que la flotte de la mer Noire était particulièrement vulnérable. Vu des stratégies russes, cette flotte dispose de la moins bonne des situations stratégiques de toutes les flottes du pays, sa seule porte de sortie étant les détroits des Dardanelles et du Bosphore. La mer Noire est ainsi perçue comme « *un petit aquarium fermé* », qu'un chasseur moderne peut traverser en 50 minutes d'est en ouest et en 15 minutes du nord au sud (sans parler d'un missile). Indépendamment de l'état ses capacités, la flotte de la mer Noire, en cas de conflit avec l'OTAN, serait piégée

¹⁴ Igor Delanoë, « Russia Has a Deadly Plan to Defend the Black Sea », *The National Interest*, 27 février 2018.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ New Release, Department of Defense, NR-340-18, 6 décembre 2018.

dans cet aquarium et serait une « *cible flottante pour les avions, les missiles et les torpilles de l'adversaire* »¹⁷. Un des risques les plus sérieusement envisagés par l'État-Major général russe porte sur un enfermement de la flotte russe dans la mer Noire et une privation d'accès à la Méditerranée.

Par ailleurs, les décideurs russes estiment que la situation politique et stratégique en mer Noire, même après l'annexion, demeure défavorable à la Russie : trois pays riverains membres de l'OTAN ; deux autres – candidats ; débat au sein de l'Alliance sur l'éventualité d'un renforcement de la présence navale de l'OTAN en mer Noire (ou de celle des États-Unis, comme le souhaite Bucarest) ; grave dégradation de la relation avec l'Ukraine ; non reconnaissance du « rattachement » de la péninsule à la Russie par la communauté internationale. Il convient donc de protéger la flotte russe de la mer Noire, voire de prévenir d'éventuelles incursions en Russie *via* la mer Noire (Crimée voire, au-delà, la Russie « continentale »).

C.– L'OTAN, adversaire principal

Le renforcement du dispositif de l'OTAN sur son flanc sud-est contribue à cette analyse : brigade multinationale à Craiova (composante terrestre de la *Tailored Forward Presence* ; renforcement de la surveillance aérienne ; accroissement relatif de la présence navale avec une augmentation du nombre de visites de bâtiments OTAN dans les ports roumains et bulgares et d'exercices ; établissement d'un mécanisme de coordination entre les *NATO Standing Naval Forces* et les alliés de l'OTAN dans la mer Noire ; programmes d'homogénéisation des efforts d'entraînement des forces des États membres ; activation du soutien pratique à la Géorgie, la Moldova, l'Ukraine (certaines mesures touchant directement aux problématiques de sécurité en mer Noire)¹⁸. Il en va de même de la présence navale américaine (6^{ème} flotte) plus régulière en mer Noire depuis 2014¹⁹. Les militaires russes sont d'autant plus sensibles à la visite en mer Noire de bâtiments tels que le *USS Carney*, déployé à deux reprises en 2018, que ces navires emportent missiles de croisière et moyens antimissiles. Les États-Unis ont par ailleurs décidé d'investir dans la modernisation de la base roumaine Mihail Kogalniceanu²⁰.

L'ancien commandant en chef de la flotte de la mer Noire, l'amiral Alexandre Vitko, avait relevé, quant à lui, les vols fréquents d'avions et de drones de l'OTAN pour collecte

¹⁷ Nadia Alexandrova-Arbatova, « Security Relations in the Black Sea Region: Russia and the West after the Ukrainian Crisis », *Southeast European and Black Sea Studies*, 15:2, 2015, p. 135.

¹⁸ Pavel Anastasov, « The Black Sea Region: A Critical Intersection », www.nato.int, 25 mai 2018 ; « NATO and Russia in the Black Sea: A New Confrontation », www.csis.org, 6 mars 2017.

¹⁹ Voir : <http://www.c6f.navy.mil/tags/black-sea>

²⁰ « U.S. Invests in Modernization of Mihail Kogalniceanu Military Base in Romania », www.romania-insider.com, 8 mai 2017.

d'information le long de la frontière maritime de la Russie²¹. Les exercices de l'OTAN en mer Noire sont généralement commentés en termes acerbes par le ministère russe des Affaires étrangères. Il en est allé ainsi, par exemple, des exercices *Sea Breeze* organisés en mer Noire en juillet 2017 entre l'Ukraine, l'OTAN et des pays partenaires – le scénario ne pouvant, selon les officiels russes, viser que la Russie, compte tenu de la composante anti-sous-marine de l'exercice...

Il n'est ainsi pas certain que « *une présence de l'OTAN équilibrée dans la mer Noire, qui ne modifie pas dramatiquement l'équilibre des forces dans la région, aidera à convaincre le Kremlin que des mesures militaires supplémentaires seraient contreproductives* »²². On rappellera ici que les autorités russes sont par ailleurs contrariées par le déploiement d'éléments du système antimissile américain sur la base de Deveselu en Roumanie. Moscou, sensible à la question antimissile pour des raisons politiques²³ et de sécurité, a qualifié ce pays de « *claire menace* » pour la sécurité russe, et indiqué en substance que ces installations seraient vulnérables à des frappes russes²⁴.

Comme à son habitude, donc, la Russie offre des réponses offensives à une situation dans laquelle elle se ressent dans une posture défensive – à savoir une militarisation rapide de la Crimée dès 2014, après l'annexion, et le déploiement de mesures d'intimidation et de coercition sur les autres pays riverains et les organisations dont ils font partie ou dont ils sont partenaires.

1.2 – **Un dispositif militaire considérablement étoffé depuis 2014**

La Doctrine maritime de la Russie, telle qu'actualisée en juillet 2015, consacre à la zone mer Noire / mer d'Azov ses points 57 et 58. La politique de l'État russe dans cette zone vise au « *renforcement accéléré et au plein renforcement des positions stratégiques de la Fédération de Russie, au maintien de la paix et de la stabilité dans la région* ». Cela nécessite (en plus de mesures économiques, d'un « *règlement dans un cadre juridique international du régime et des modalités d'utilisation du détroit de Kertch* » et de l'établissement d'un régime pour les mers Noire et d'Azov qui soit « *favorable à la Fédération de Russie* ») « *l'amélioration de la composition et de la structure des forces de la flotte de la mer Noire, le développement de leurs infrastructures en Crimée et sur la rive du kraï de Krasnodar* », ainsi

²¹ Dmitry Gorenburg, « Is a New Russian Black Sea Fleet Coming? Or Is It Here? », <https://warontherocks.com>, 31 juillet 2018.

²² « NATO and Russia in the Black Sea: A New Confrontation », op. cit.

²³ Pour la Russie, tout déploiement antimissile revient à remettre en question la logique de la dissuasion nucléaire, qui demeure centrale dans sa posture de défense. En outre, la présence d'éléments du bouclier antimissile américain en Roumanie lui déplaît car elle signifie que « *la base de Deveselu façonnera la présence militaire américaine dans la région à long terme* » (« NATO and Russia in the Black Sea: A New Confrontation », op. cit.).

²⁴ Samuel Osborne, « Russia Calls Romania a 'Clear Threat' and NATO Outpost for Hosting US Missile Shield », *The Independent*, 9 février 2017.

que « *la création des conditions ... pour que le potentiel maritime puisse être déployé et utilisé de telle sorte qu'il assure la défense de la souveraineté, des droits souverains et internationaux de la Fédération de Russie en mers Noire et d'Azov* ».

La doctrine navale de la Fédération de Russie, adoptée en juillet 2017, ne mentionne aucune des flottes russes nommément, hormis la flotte de la mer Noire. Ainsi, dans le point 38 de ce texte, point qui énumère les principaux objectifs de l'activité navale de la Russie en vue de prévenir les conflits militaires et d'assurer la dissuasion stratégique, le sixième, et dernier, objectif listé porte sur « *l'accroissement des capacités opérationnelles et de combat de la flotte de la mer Noire grâce au développement du groupe de forces interarmées sur le territoire de la presqu'île de Crimée* ».

Le potentiel militaire russe en mer Noire a, en effet, connu un épanouissement considérable depuis l'annexion de la Crimée – un potentiel qui doit à la fois dissuader l'Alliance atlantique, voire, dans certaines dimensions, faire face au possible problème de sécurité ukrainien, et, enfin, soutenir les ambitions de la Russie en Méditerranée. Il s'agit de faire en sorte que la mer Noire ne serve pas de plateforme pour des frappes contre des infrastructures économiques ou militaires russes et qu'elle permette la conduite d'opérations militaires ou la réalisation de la diplomatie navale en Méditerranée²⁵, voire au-delà, plus ponctuellement.

1.2.1 – Des ambitions longtemps contrariées

Du fait des accords russo-ukrainiens sur l'utilisation (location) de la base de Sébastopol par la Russie, accords qui limitaient les déploiements russes à Sébastopol, Novorossiïsk, qui a d'ailleurs joué un rôle important dans l'acheminement de la majeure partie de l'aide technique et militaire au profit de Damas (« *Syria Express* »), était par défaut appelée à jouer le rôle central dans le dispositif naval en mer Noire. Des plans de modernisation des infrastructures militaires à Novorossiïsk ont d'ailleurs été adoptés à la fin des années 2000, et seraient toujours en cours (bien qu'en retard). Cependant, les experts – russes comme étrangers – s'accordent à souligner que cette base offre des conditions opérationnelles sensiblement inférieures à Sébastopol (de par ses conditions hydrométéorologiques, du fait de l'importance des activités portuaires commerciales...). Cet état de fait a toujours été source de frustration à Moscou.

Suite à la reconnaissance par Moscou de l'indépendance de l'Abkhazie en 2008, la Russie a obtenu l'accès à un autre point d'appui naval en mer Noire (Otchamchira). La guerre en Géorgie aura ainsi constitué une première étape dans le renforcement de la position militaire et stratégique de la Russie en mer Noire, Moscou accroissant son interface maritime par l'établissement de son contrôle de fait sur l'Abkhazie (la reconnaissance de

²⁵ « *Is a New Russian Black Sea Fleet Coming? Or Is It Here?* », op. cit.

l'indépendance a été suivie de l'établissement de relations diplomatiques, de la signature d'accords de défense, de l'installation d'une présence militaire russe – voir *partie 2*).

Stimulée par le constat de l'érosion capacitaire sévère de la flotte de la mer Noire fait à l'occasion de la guerre en Géorgie²⁶ et par ses ambitions de « retour » au Moyen-Orient, qui se sont affirmées à partir du milieu des années 2000, et conformément à sa conception pessimiste de l'avenir de la situation stratégique en mer Noire, la Russie avait, dès avant l'annexion de la Crimée, établi des plans de modernisation de la flotte de la mer Noire. Le programme d'armement 2011-2020 en portait la trace, incluant, entre autres, le déploiement de six sous-marins classe *Kilo* de nouvelle génération (Projet 636.3) dans la flotte de la mer Noire, ainsi que de six frégates polyvalentes *Admiral Grigorovitch*, plus une ou deux frégates *Admiral Gorchkov*, une ou deux frégates *Iastreb*, un ou deux bâtiments de débarquement *Ivan Gren*, jusqu'à 4 corvettes lance-missiles. Au total, une vingtaine de nouveaux bâtiments de guerre étaient censés être affectés à la flotte de la mer Noire d'ici 2020²⁷.

L'annexion de la Crimée a compliqué la réalisation de certains éléments de ces plans (par exemple, les sanctions occidentales et la rupture des liens entre les industries d'armement russe et ukrainienne ont ralenti le déploiement des frégates *Admiral Grigorovitch* et des frégates *Admiral Gorchkov*). Mais elle a indéniablement permis une fortification accélérée de la péninsule et un renforcement des capacités de la Russie en mer Noire. Moscou renoue ainsi avec son souci historique d'affirmer sa suprématie militaire dans la zone et manifeste, par un développement très visible de son potentiel militaire régional, son intention de faire accepter la nouvelle situation issue de l'annexion et de couper l'herbe sous le pied de l'Alliance atlantique en devançant ses réactions et ses ajustements à la nouvelle donne en mer Noire.

1.2.2 – La fortification de la Crimée et le renforcement capacitaire en mer Noire

Dès après l'annexion, la Russie a dénoncé, en avril 2014, l'accord russo-ukrainien sur l'utilisation de la base de Sébastopol, qui restreignait ses options en termes de déploiements²⁸. Au même moment, la Crimée et Sébastopol ont été rattachés au district militaire Sud, dont relève la flotte de la mer Noire. Désormais dotée de la côte la plus longue sur la mer Noire et obtenant le contrôle de ses meilleurs ports (Sébastopol, Feodossiya, Kertch), la Russie s'est hâtée de renforcer ses moyens militaires sur la péninsule. Aujourd'hui, le ministre russe de la Défense parle d'une « *force inter-armées unique, que nous renforçons avec constance [et dont les] systèmes d'armes de haute technologie*

²⁶ Entre 1991 et 2014, la flotte de la mer Noire n'aurait reçu qu'un seul bâtiment nouveau (Ibid).

²⁷ LT Alex Schneider, « Russia's Black Sea Fleet Buildup », www.maritime-executive.com, 29 mars 2017.

²⁸ Pour de plus amples détails voir Igor Delanoë, « La Crimée, un bastion stratégique sur le flanc méridional de la Russie », *Notes de la FRS*, n° 14/2014, 19 novembre 2014, p. 4.

ne laisseront aucune chance à un ennemi potentiel qui oserait attaquer cette terre russe indigène »²⁹. La Russie envisagerait de porter à terme les effectifs des personnels militaires basés en Crimée à quelque 40 000.

La zone Crimée / mer Noire fait partie de ces zones sur lesquelles la Russie, les estimant particulièrement vulnérables à une pression extérieure, a, ces dernières années, déployé des dispositifs A2/AD (systèmes sol-air, missiles balistiques ou de croisière sol-sol, missiles anti-navires...). Depuis l'annexion, experts et officiels occidentaux s'inquiètent de ce que la réorganisation et le renforcement des forces russes sur la péninsule « *permettent à la Russie de rendre très difficile, si ce n'est impossible, pour l'OTAN d'entrer en mer Noire pour défendre les alliés et les partenaires sans pertes substantielles de navires, d'avions et d'hommes* »³⁰. Autre source d'inquiétude pour les pays membres de l'Alliance : le développement des moyens de guerre électronique.

Les observateurs occidentaux sont nombreux à pointer que le dispositif déployé en Crimée, qui permet aux forces armées russes de couvrir pratiquement toute la mer Noire, ne saurait être considéré comme uniquement défensif. Ils pointent en particulier les propos d'officiels russes suggérant que la Russie se réserve le droit de nucléariser la péninsule si le besoin s'en faisait sentir. La crainte s'exprime qu'en cas de conflit, la Russie puisse tenter de prendre le contrôle des détroits du Bosphore³¹ – une hypothèse que le comportement russe en mer d'Azov ne fera qu'alimenter.

L'ensemble des points ci-dessous pourra être développé en tant que de besoin dans le rapport final en incorporant l'analyse d'un certain nombre de documents restant à analyser, et resitué dans le dispositif militaire du district militaire Sud (la concentration de force sur la péninsule vient en complément du dispositif de la zone de Krasnodar, qui, avant l'annexion, était la seule zone permettant de donner un peu de profondeur stratégique aux forces russes en mer Noire).

A.– Systèmes anti-aériens

En Crimée comme ailleurs, l'État-Major général russe montre un intérêt particulier à tirer profit de l'accent placé par l'Alliance atlantique sur la supériorité aérienne depuis la fin de la Guerre froide. Ses systèmes aériens, disposés en couches multiples, lui permettent en théorie de couvrir l'ensemble de la région mer Noire et de s'assurer une défense en profondeur.

²⁹ « Russia's Military Group in Crimea Ready to Repel Any Attack – Defense Minister », op. cit.

³⁰ Stephen Blank, de l'American Foreign Policy Council, cité in « News Analysis: Russian Buildup Focuses Concerns around the Black Sea », *Radio Free Europe Radio Liberty*, 23 février 2016.

³¹ « Tchernoe more – more voïny s Rossiei ? », op. cit.

La couverture anti-aérienne de la Crimée a été considérablement renforcée. Des S-400 sont venus s'ajouter aux S-300. En janvier 2018 la Russie a déployé une seconde division de S-400 près de Sébastopol³². La première avait été installée au printemps 2017 près du port de Feodosya, et une troisième l'a été en septembre 2018, près d'Évpatoria. Sur fond de « crise d'Azov », la Russie a fait savoir qu'elle entendait déployer une nouvelle batterie de S-400 en Crimée afin de « protéger l'espace aérien de la Fédération de Russie » avant la fin de l'année 2018. Au même moment, et logiquement, il était annoncé que des systèmes Pantsir-S supplémentaires allaient être déployés sur la péninsule.

Des radars modernes de surveillance de longue portée Nebo-M ont également été installés en Crimée.

La péninsule devrait aussi recevoir des systèmes Buk ainsi que des Tor-M2.

B.- Défense côtière

Pour le renforcement de la défense côtière, la Russie a déployé des batteries anti-navires mobiles Bal (missiles de croisière anti-navires Kh-35) et Bastion-P/K-300P (missile anti-navire supersonique Onyks, capables d'atteindre une cible jusqu'à 300 km). C'est dès juillet 2014 que les Bal auraient été redéployés à partir de la flottille de la Caspienne pour être inclus dans la 15^{ème} brigade de défense côtière en Crimée (Sébastopol). Au moins un système Bal serait déployé près du détroit de Kertch. Une batterie côtière Bastion-P aurait été installée à Sébastopol dès mars 2014, s'ajoutant aux batteries déjà déployées en mer Noire, près d'Anapa (kraï de Krasnodar).

Début décembre 2018, les formations en charge de ces moyens menaient des exercices en Crimée – s'entraînant à détruire des navires ennemis et à coordonner leurs opérations avec les systèmes de reconnaissance aériens et navals.

La flotte de la mer Noire devrait disposer à terme de deux brigades de défense côtière – l'une près de Sébastopol, l'autre près de Novorossiïsk. Chacune de ces brigades serait équipée de 3-5 bataillons de Bastion et 1-2 bataillons de Bal, systèmes dont les capacités sont augmentées par des hélicoptères et des drones (identification de cibles)³³.

C.- Composante navale

L'attrition des capacités navales de la flotte de la mer Noire a été interrompue. Si leur potentiel n'est en rien comparable à celui des forces navales soviétiques à l'époque de la Guerre froide, elles sont cependant de nature à contraindre la marge de manœuvre des

³² « U.S. Warily Eying New Russian Air Defenses in Crimea », Reuters, 16 janvier 2018.

³³ « Is a New Russian Black Sea Fleet Coming? Or Is It Here? », op. cit.

navires de l'OTAN, et à faire monter le coût, pour l'Alliance, d'éventuelles actions militaires. Elles permettent aussi d'assurer, en dépit de leur modestie en nombres et en tonnage, une présence en Méditerranée et, de temps à autre, au-delà du Canal de Suez et des détroits de Gibraltar, donc dans ce que les Russes désignent comme « l'océan mondial ». Les frégates 11356 *Admiral Grigorovitch*, les sous-marins *Kilo* et le croiseur *Moskva* ont formé, ces dernières années, le fer de lance de la *Task Force* en Méditerranée³⁴.

La majorité des experts s'accorde à dire que l'âge avancé de la majeure partie des bâtiments interdit à la flotte de la mer Noire des ambitions hauturières, et souligne que les plans connus de modernisation de la flotte ne vont pas non plus dans ce sens, la flotte de la mer Noire étant appelée à remplir une responsabilité principalement côtière. On notera ici que le navire amiral de la flotte de la mer Noire, le croiseur lance-missiles *Moskva*, devrait prochainement subir un cycle de modernisation et de réparation – sur les chantiers navals de Crimée. Ce cycle devait être engagé en 2018 et durer trois ans, mais aucun contrat n'aurait été signé à ce jour³⁵.

La flotte de la mer Noire compterait désormais 45 navires et 7 sous-marins³⁶. Sébastopol accueille environ 80 % du tonnage de la flotte de la mer Noire, Feodosya – environ 9 %. La Crimée concentre ainsi près de 90 % des capacités de la flotte de la mer Noire en termes de bâtiments navals.

Les six sous-marins *Kilo* ont été livrés à la flotte de la mer Noire entre septembre 2015 et le début de l'année 2018 (4^{ème} brigade des sous-marins de la flotte de la mer Noire, basée à Novorossiïsk). En revanche, les plans concernant les frégates *Admiral Grigorovitch* ont été ralentis par les effets de la crise russo-ukrainienne. Seules trois des six frégates ont été déployées en mer Noire, les trois autres étant en attente de la solution nationale russe destinée à remplacer les turbines à gaz ukrainiennes.

La flotte de la mer Noire n'a reçu qu'un exemplaire de corvette *Buyan-M* (projet 21631, dont on pensait, au lendemain de l'annexion de la Crimée, qu'elle serait prioritairement affecté à la mer Noire). La mise à l'eau a eu lieu en juin 2018. On ne sait pas si la flotte de la mer Noire recevra des unités supplémentaires de ce bâtiment, dont les moteurs seraient insuffisamment puissants.

Face aux retards des plans d'armement prévus dans le programme 2011-2020, il a été décidé, pour la flotte de la mer Noire, de lancer deux nouveaux programmes de construction : des corvettes *Karakurt* projet 22800 (bâtiment qui peut, lui aussi, emporter des *Kalibr* et des *Pantsir-M*, est réputé avoir un tirant d'eau supérieur au *Buyan* et être

³⁴ « Russia Has a Deadly Plan to Defend the Black Sea », op. cit.

³⁵ « Russian Navy Cruiser Moskva to be Overhauled in Crimea », www.navyrecognition.com, 6 août 2018.

³⁶ « Russia's Black Sea Fleet Buildup », op. cit.

capable d'opérer plus loin des côtes) ; des patrouilleurs *Vasily Bykov* projet 22160. Ces bâtiments, rapides et légers, sont sans doute intégrés dans les réflexions quant à la meilleure manière de faire face à la « menace ukrainienne » telle qu'évoquée en partie I.1 et de contrer d'éventuelles opérations de sabotage³⁷. La flotte de la mer Noire devrait recevoir six *Karakurt* d'ici à 2022³⁸.

La Russie cherche surtout à attirer l'attention sur les moyens que sont susceptibles d'emporter ces bâtiments : sous-marins *Kilo*, frégates *Admiral Grigorovitch*, corvettes *Buyan-M*, *Karakurt* pouvant emporter le missile *Kalibr*, qui se trouve au cœur des nouvelles capacités de « dissuasion non nucléaire » de la Russie et qui a été testé de manière très démonstrative au cours de la campagne militaire en Syrie. Cet engin relève directement des réponses asymétriques que la Russie oppose à la supériorité militaire et technologique de l'Alliance atlantique, dans un contexte où elle s'applique à se doter d'un avantage militaire localisé. Vu de Moscou, en effet, les missiles de croisière conçus pour l'attaque d'objectifs terrestres ou anti-navires à longue portée peuvent compenser partiellement le décalage de puissance en termes numériques et qualitatifs – en mer Noire mais aussi en Méditerranée (cela exigera néanmoins un accroissement du nombre de plateformes navales). Les premiers, en particulier, se veulent particulièrement dissuasifs, puisqu'ils peuvent être utilisés contre des cibles sur le territoire des riverains membres de l'OTAN.

D.– Composante aérienne

L'institution militaire russe procède au renforcement de la composante aérienne. La puissance aérienne de la flotte de la mer Noire s'est longtemps résumée à l'aviation de Marine. L'annexion a donné lieu à l'arrivée des forces aériennes en Crimée, organisées en trois régiments formant la 27^{ème} division aérienne. Les deux principales bases sont Belbek et Gvardeïskoye, complétées par les deux bases navales de Saki et Kacha – toutes les bases étant en cours de modernisation.

La Russie dispose désormais, en Crimée, de SU-27, de Su-24M ainsi que de Su-25SM, auxquels se sont ajoutés des SU-30SM (les experts divergent sur leur quantité).

La péninsule a par ailleurs obtenu des hélicoptères Ka-52 et Mi-28N.

³⁷ « Russia Has a Deadly Plan to Defend the Black Sea », op. cit. L'infanterie de Marine a vu ses effectifs augmenter, et ses missions se recentrer sur la lutte contre les opérations de sabotage – la Russie craignant des infiltrations ukrainiennes. De la même manière, la composante terrestre a été renforcée en hommes et matériels. Une division de fusiliers motorisés de défense territoriale a été créée. Pour aider ces missions, la Russie a renforcé la flotte de patrouilleurs de marine littorale antisabotage *Grachonok*, au nombre de six (« Is a New Russian Black Sea Fleet Coming? Or Is It Here? », op. cit.). Quatre autres ont été commandés pour la Garde nationale (pour la protection du pont de Crimée).

³⁸ Sept corvettes ont été mises sur cales (Ibid ; Gorenburg).

E.– La nucléarisation de la péninsule : une possibilité ?

La question se pose, certes avec moins d'acuité qu'en 2014-15, de la volonté éventuelle du Kremlin de nucléariser la péninsule. A plusieurs reprises, en réponse à des questions sur leur possible intention de déployer des armes nucléaires en Crimée, les autorités russes ont souligné leur droit à installer sur cette « partie de leur territoire » tous systèmes et moyens qu'elles estiment nécessaires. Cela renvoie en particulier à la possible volonté de la Russie d'installer des systèmes Iskander (à capacité double) sur la péninsule. La portée du système lui permettrait en théorie de toucher les infrastructures américaines déployées en Roumanie.

La Russie n'a pas non plus déployé de bombardier Tu-22M (également à double capacité) en dépit de déclarations de responsables militaires russes assez fermes à ce sujet au lendemain de l'annexion de la Crimée.

La Russie a également fait part de son intention de construire un nouveau radar d'alerte avancée près de Sébastopol en 2019.

1.3 – Autres stratégies d'influence de la Russie en mer Noire

Ainsi que cela sera développé dans le rapport final de ce volet, ainsi que dans les recherches sur le troisième volet (stratégies d'influence et soft power), la Russie s'emploie, au-delà d'une politique militaire volontariste, à diluer l'effet de cohésion que celle-ci pourrait avoir sur l'Alliance atlantique. Cela passe, notamment, par le développement des relations avec la Turquie. Celle-ci, au moment des tensions fortes avec Moscou sur la Syrie en 2015-2016, aura déploré le risque de transformation de la mer Noire en « lac russe »³⁹, mais avant cette phase et depuis reste sur une ligne privilégiant une empreinte limitée de l'Alliance atlantique dans le bassin pontique. Moscou cherche vraisemblablement à ancrer la stabilisation de la relation avec Ankara dans le long terme, la revalorisation des enjeux liés à la mer Noire et à la Méditerranée lui dictant un apaisement durable dans cette direction. De la même manière, les stratégies d'influence de la Russie en Bulgarie, dont les implications concernent aussi bien l'UE que l'OTAN, seront analysées.

Le jeu sur les conflits non résolus, qui se trouvent tous dans la zone mer Noire élargie et identifiés par l'OTAN comme par l'UE comme ayant le potentiel de déstabiliser rapidement l'ensemble de la région⁴⁰, compte au nombre des leviers que la Russie mobilise pour façonner les équilibres régionaux dans la zone mer Noire.

³⁹ Joshua Kucera, « Erdogan, In Plea to NATO, Says Black Sea Has Become 'Russian Lake' », Eurasianet.org, 11 mai 2016.

⁴⁰ « The Black Sea Region: A Critical Intersection », op. cit.

2 – Les conflits non résolus et leur impact sécuritaire régional

Emmanuel Dreyfus

La région mer Noire, prise dans son acception la plus large, abrite la majorité des « conflits non résolus » de l'espace post-soviétique impliquant directement Moscou. Aux trois conflits « historiques » de la région apparus dans le contexte de la décomposition de l'URSS – Abkhazie, Ossétie du sud et Transnistrie – s'ajoute depuis 2014 le conflit dans le Donbass. La présence de ces quatre conflits non résolus affecte de manière pluridimensionnelle la situation sécuritaire en mer Noire. En outre, elle confère *de facto* à la Russie des leviers supplémentaires sur une région dans laquelle Moscou, à la suite de l'annexion de la Crimée, a déjà considérablement renforcé sa présence militaire directe. La persistance et l'apparition de zones de conflits dans la zone donnent ainsi à la Russie de nombreux outils de coercition vis-à-vis des pays concernés et placent plus globalement l'ensemble de la région dans une situation d'incertitude stratégique vraisemblablement appelée à durer.

Dans cette partie, l'on s'attachera à déterminer les conséquences structurantes sur la région de ces quatre conflits non résolus, tant en termes sécuritaires que politiques et stratégiques. Ces derniers présentent plusieurs traits communs, parmi lesquels ceux d'être soutenus militairement, économiquement et politiquement par la Russie, ou encore d'avoir été, et d'être encore d'importants facilitateurs des activités criminelles dans la région, tant parce que leur situation de non-reconnaissance encourage ces activités que parce que ces dernières peuvent contribuer à alimenter leur budget. Pour autant, ils présentent les uns par rapport aux autres d'importantes singularités, en premier lieu pour ce qui concerne leur structure. Depuis la reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète par Moscou à la suite de la guerre de 2008 et l'intégration progressive de leur système de défense dans la région militaire Sud de la Russie, le futur de ces deux entités n'est plus un objet de négociations pour le Kremlin, qui n'a toutefois pas franchi le pas de leur intégration formelle. Moscou continue ainsi de les utiliser comme leviers d'influence sur les évolutions intérieures et extérieures de la Géorgie⁴¹. *A contrario*, la Transnistrie, dont la situation n'a pas connu d'importants changements de paradigme depuis la fin du conflit en 1992, se trouve dans une situation plus intermédiaire. Quoique la position de Moscou tende vers une résolution du conflit allant dans

⁴¹ Kornelly Kakachia, directeur du *Georgian Institute of Politics*, estime que la réintégration de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud est beaucoup plus importante pour la population géorgienne que l'intégration de leur pays à l'UE et à l'OTAN, ce qui expliquerait entre autres pourquoi Moscou ne franchit pas le pas de l'annexion, pourtant demandé par l'Ossétie du sud (entretien, Tbilissi, juin 2018).

le sens de ses intérêts mais respectant l'intégrité territoriale moldave, la situation actuelle d'une part est suffisamment sous contrôle tant pour Chisinau, Kiev et Moscou et d'autre part continue de profiter à un ensemble d'acteurs dans ces trois pays pour pouvoir perdurer ainsi à moyen, voire à long terme. Contrairement aux trois autres cas, un conflit armé de basse intensité se prolonge dans l'est de l'Ukraine : à cet égard, le Donbass paraît, dans sa structure, plus proche du conflit au Haut-Karabagh que des conflits non résolus de Moldavie et de Géorgie. L'attitude actuelle de la Russie vis-à-vis des entités séparatistes de l'Est de l'Ukraine suggérerait toutefois que Moscou cherche à y éviter l'installation dans la longue durée d'un conflit non résolu.

Dans cette partie, et dans le prolongement de la première, le rôle de la Russie vis-à-vis des conflits non résolus sera analysé suivant trois dimensions : en termes militaires, socio-économiques et politiques. Par la suite, l'on analysera les problèmes de sécurité que posent ces conflits non résolus : plus précisément, on s'intéressera aux rapports de causalité existant entre la présence de conflits non résolus et la persistance d'activités criminelles. Au-delà des trafics d'armes et de matériels radioactifs, les conflits non résolus permettent le maintien de toute une série d'activités illégales qui sont sans doute moins impressionnantes par leur nature (trafic de tabac, d'alcool, de produits alimentaires et de voitures notamment) mais tout aussi, voire plus, lourdes en termes de conséquences pour les pays concernés. Dans un troisième temps, on s'intéressera aux conséquences des conflits non résolus pour les pays concernés, la région de la mer Noire et l'Union européenne.

2.1 – La Russie et les conflits non résolus

2.1.1 – Maintenir une présence militaire dans les pays refusant l'intégration eurasiatique

L'implication militaire russe dans les conflits non résolus procède tant de garanties de sécurité pour les entités *de facto* que de considérations de niveau stratégique pour Moscou : maintenir une présence militaire la plus diffuse possible dans « l'étranger proche », particulièrement dans les pays refusant l'intégration eurasiatique et poursuivant une politique étrangère orientée vers l'intégration européenne et/ou euro-atlantique.

La caractéristique commune à tous les pays concernés de cette présence est son illégalité, dans la mesure où elle se fait contre la volonté de Chisinau, Kiev et Tbilissi. Cependant, elle est très contrastée. Tandis que Moscou renforce sa présence militaire en Abkhazie et en Ossétie du sud de manière dimensionnante pour la région militaire Sud, elle ne fait « que » maintenir une présence modeste en Transnistrie. Dans le Donbass, la présence militaire russe, consécutive au début du conflit armé en 2014, consiste en des fonctions soutien et support ; contrairement à la Transnistrie et à l'Abkhazie et l'Ossétie du sud, il n'y avait pas de présence militaire russe préalable au déclenchement des hostilités.

En Abkhazie et en Ossétie du sud, la présence militaire s'inscrit dans une dimension véritablement stratégique. Existant bien avant 2008⁴², celle-ci a connu depuis d'importants renforcements à la faveur de trois éléments distincts mais corollaires que sont (i) la reconnaissance par Moscou des indépendances abkhaze et sud-ossète, (ii) l'intégration progressive des outils de défense des deux entités dans le dispositif militaire russe et (iii) le renforcement capacitaire accordé à la région militaire Sud, initié dès le lancement de la réforme militaire entrepris en 2008 mais accentué avec les interventions militaires de Moscou en Ukraine et en Syrie. En plus des forces armées abkhazes et sud-ossètes, qui depuis la conclusion d'accord d'intégration avec Moscou en 2014 et en 2015 font *de facto* partie des forces armées russes, celles-ci à proprement parler comptent environ 8 000 hommes (3 500 sur la base militaire n°4 en Ossétie du sud et 4 500 sur la base militaire n°7 en Abkhazie)⁴³. Le déploiement en 2010 de systèmes S-300 en Abkhazie permet également à Moscou de contrôler *de facto* la quasi-totalité de l'espace aérien géorgien, également sous surveillance des dispositifs A2/AD russes⁴⁴ et de l'OTSC présents en Arménie, sur la base de Gyumri. Essentiellement défensif, le dispositif militaire russe en Abkhazie et en Ossétie du Sud est pleinement intégré à celui de la région militaire Sud. En témoigne la participation d'unités basées dans les deux entités séparatistes aux grandes manœuvres stratégiques russes (Kavkaz 2016 par exemple) ainsi qu'à des exercices régionaux de moindre ampleur.

En Transnistrie, Moscou maintient une présence militaire « héritée » de la période soviétique⁴⁵ et divisée en deux parties. La première, qui fait l'objet d'un accord avec Chișinau, est formée des 400 soldats russes de maintien de la paix et intégrée à la force tripartite moldo-russo-transnistrienne⁴⁶. La seconde, présente en dehors de tout cadre légal, est constituée des quelque 1 000 soldats du groupement opérationnel des forces russes en Transnistrie (GOFRT), formé en 1994 avec les unités et le matériel de l'ancienne 14^{ème} armée soviétique et affecté notamment à la surveillance du dépôt d'armes de Colbasna. La suspension en 2015 par Kiev d'un accord bilatéral russo-ukrainien signé en 1995 et qui permettait à Moscou d'utiliser le territoire ukrainien pour ravitailler en

⁴² Pendant la période soviétique, l'Abkhazie accueillait ainsi l'une des plus importantes bases aériennes de tout le Caucase, la base de Gudauta, encore en activité aujourd'hui.

⁴³ Selon les données de l'International Institute for Strategic Studies.

⁴⁴ Tant les forces armées arméniennes que les forces russes présentes sur la base de Gyumri disposent de systèmes S-300 (données IISS). En outre, en vertu d'un accord ratifié en 2016, Erevan et Moscou sont en train de développer un mécanisme régional de défense aérienne (Loi ratifiant l'accord entre la Russie et l'Arménie pour l'établissement d'un système régional de défense aérienne dans le Caucase, site du Kremlin, 29 décembre 2016 (<http://en.kremlin.ru/acts/news/53642>)).

⁴⁵ Formée à la fin des années 1950, la 14^{ème} armée soviétique avait l'une de ses bases principales à Tiraspol.

⁴⁶ En vertu de l'accord de cessez-le-feu signé en juillet 1992, une force tripartite de maintien de la paix composée d'environ 350 soldats moldaves, 400 soldats russes, et 500 soldats transnistriens a été déployée le long du fleuve Dniestr, sur les 225 kilomètres séparant la Transnistrie du reste du territoire moldave.

hommes et en matériel son dispositif militaire en Transnistrie⁴⁷ a rendu plus difficile le maintien en condition opérationnelle de ce dernier, déjà de faible intensité : les forces russes présentes en Transnistrie ne disposent par exemple ni de capacités aériennes⁴⁸ ni de capacités de défense anti-aérienne⁴⁹ significatives. Ainsi, si les soldats russes de la force de maintien de la paix, présents légalement, peuvent toujours transiter par l'aéroport de Chisinau, ceux assurant la rotation des soldats du GOFRT sont désormais de plus en plus fréquemment recrutés au sein de la population locale, les autorités moldaves ayant depuis le début de la crise ukrainienne refoulé à plusieurs reprises vers la Russie des groupes d'individus arrivés pour intégrer le GOFRT. Si le dispositif militaire russe en Transnistrie est, en appui aux forces armées transnistriennes, suffisamment développé pour dissuader Chisinau de toute attaque armée, par ailleurs totalement hypothétique, il n'a pas, du fait de son isolement et de sa faiblesse en termes humains ou matériels, la dimension stratégique de ceux déployés en Abkhazie et en Ossétie du sud.

Dans le Donbass, la situation est plus compliquée à caractériser, dans la mesure où Moscou n'a pas d'unités constituées à proprement parler et ne reconnaît pas sa présence militaire, contrairement à l'Abkhazie, à l'Ossétie du sud et à la Transnistrie. Quatre ans après le début du conflit, les forces armées séparatistes cumulées des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk totaliseraient environ 35 000 soldats, dont à peu près 7 000 soldats et officiers russes essentiellement affectés à des positions d'encadrement⁵⁰. A ce stade, Moscou n'a pas cherché à formaliser ou à légitimer son engagement militaire dans le Donbass (sous la forme d'une opération de maintien de paix par exemple). Le renforcement de son dispositif militaire dans les régions militaires Ouest et Sud et à proximité immédiate des frontières avec l'Ukraine est considéré comme suffisamment dissuasif.

⁴⁷ « Porochenko podpisal zakon o razryve dogovora s Rossiei o tranzite voennyx v Moldaviou » [Porochenko met fin à l'accord permettant le transit des militaires russes vers la Moldavie], TASS, 8 juin 2015 (<https://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/2027960>, consulté en novembre 2018).

⁴⁸ L'aérodrome militaire de Tiraspol est hors d'usage et a été utilisé la dernière fois en 2003 pour évacuer vers la Russie des systèmes sol-air portatifs.

⁴⁹ Essentiellement des systèmes obsolètes provenant des dépôts de l'ancienne 14^{ème} armée soviétique.

⁵⁰ Voir à ce sujet Isabelle Facon (ed.), *Russian Military Presence in the Eastern Partnership*, Directorate-General for External Policies, Policy Department, European Parliament, 2016.

2.1.2 – La Russie, principal parrain dans les domaines économique et social

Principal garant de sécurité des entités séparatistes, Moscou en est aussi le principal parrain économique et social.

A.– Aides financières, gaz et passeports : comment les autorités russes soutiennent les territoires séparatistes

Le soutien russe aux entités séparatistes procède tout d'abord d'une aide directe aux entités, consistant notamment en une assistance financière aux administrations concernées, provenant des autorités fédérales russes ou par le truchement de coopérations mises en œuvre avec des régions russes. Ce soutien est déterminant surtout en Abkhazie et en Ossétie du sud, où il correspond, d'après les autorités *de facto*, à respectivement 50 % et 90 % du budget⁵¹. Vis-à-vis du Donbass, la part de l'assistance russe est plus difficile à évaluer, dans la mesure où les autorités *de facto* de Donetsk et de Lougansk, pas plus que les autorités russes, ne rendent publiques ces informations. On soulignera qu'en septembre 2017, le gouvernement russe a demandé au ministère des Finances de mettre fin à l'assistance financière au Donbass dans les budgets prévisionnels 2019 et 2020. Les fonds composant cette assistance, nommée « soutien humanitaire à certains territoires », ont ainsi été réorientés pour la construction d'infrastructures à Kaliningrad et en Crimée⁵². Si la Russie prend en charge le financement des retraites des citoyens russes de Transnistrie et, de manière plus ponctuelle, aide Tiraspol à assurer les retraites des autres citoyens (la population transnistrienne compte quelque 140 000 retraités), l'essentiel de son soutien à l'entité sécessionniste est réalisé dans le domaine énergétique, puisque depuis 1992, Tiraspol ne paye pas le gaz importé depuis la Russie, qui impute à Chisinau la dette gazière de Tiraspol : en 2017, sur les 6,5 milliards de dollars de dettes que devait Chisinau envers Gazprom, 6 étaient constitués des impayés de Tiraspol⁵³.

L'octroi de passeports est une autre composante du soutien direct des autorités russes aux entités séparatistes. En Abkhazie et en Ossétie du sud, n'importe quel citoyen peut

⁵¹ « Glava Minekonomiki Abkhazii rasskazal o sokrachtchenii doli pomochtchi RF v bioudjete strany do 50% » [Le ministre abkhaze de l'Économie commente la baisse de la part de l'assistance financière russe à 50 % du budget], *Kommersant*, 5 août 2018 (<https://www.kommersant.ru/doc/3706449>, consulté en novembre 2018) et « V bioudjete loujnoï Ossetii na 2017 finansovaïa pomochtch' RF sostavit potchi 90 % » [L'aide financière russe représentera près de 90 % du budget de l'Ossétie du Sud en 2017], *Interfax*, 24 novembre 2016 (<https://www.interfax.ru/russia/538472>, consulté en novembre 2018).

⁵² « Krym vmesto DNR : kak v pravitel'stve obsoujdaiout otkaz ot pomochtchi Donbassou » [La Crimée plutôt que la RPD : comment le gouvernement envisage la fin de l'aide au Donbass], *RBK*, 15 septembre 2017, (<https://www.rbc.ru/economics/15/09/2017/59b84cc99a7947ce896ad25c?from=newsfeed>, consulté en novembre 2018).

⁵³ « Prezident Dodon priznal dolgui za gaz Pridnestrov'ia na soummou \$6,5 mlrd 'obchtchim dolgom' Moldovy » [Pour le président Dodon, les dettes gazières de Tiraspol font partie de la dette globale moldave envers Gazprom], *Ava*, 19 janvier 2017 (<https://ava.md/2017/01/19/prezident-dodon-priznal-dolgi-za-gaz-bridnestrov/>, consulté en novembre 2018).

prétendre à la citoyenneté russe : considérés comme apatrides jusqu'à la reconnaissance de 2008 et bénéficiant à ce titre de procédures simplifiées pour l'obtention de la nationalité, les habitants des deux provinces, en vertu d'accords sur la double nationalité signés en 2015 entre Moscou et les deux républiques non-reconnues⁵⁴ peuvent conserver leur « citoyenneté » d'origine tout en acquérant la nationalité russe. En Transnistrie, environ un tiers de la population, soit 150 à 200 000 personnes, détient le passeport russe : cette proportion correspond environ à la part de Russes ethniques au sein de la population transnistrienne. Vis-à-vis du Donbass, rien n'indique que Moscou ait entamé une campagne de passeportisation. Alors que les « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk ont entamé l'émission de passeports respectivement en mai 2015 et en mars 2016, l'annonce de la reconnaissance en février 2017 par les autorités russes de certains documents (passeport, permis de conduire) émis par les républiques de Donetsk et de Lougansk avait alors été perçue comme un prélude à la reconnaissance formelle de ces entités⁵⁵. Il semblerait toutefois qu'elle procède surtout de considérations pratiques, de plus en plus de résidents dans les entités sécessionnistes de l'est de l'Ukraine ne disposant plus de documents d'identités ukrainiens. Ainsi, la Sberbank Rossii accepte désormais les passeports émis par DNR et LNR pour l'ouverture de comptes⁵⁶.

Parallèlement à cette assistance officielle, de nombreuses ONG russes proches des autorités sont impliquées dans différents programmes d'assistance aux populations des entités séparatistes. Le conflit dans le Donbass a mis en lumière le rôle para-étatique joué par ces ONG, par ailleurs présentes depuis longtemps en Abkhazie, en Ossétie du sud et en Transnistrie.

B.– La Russie, principal débouché économique des territoires non reconnus ?

Seul garant de sécurité et principal pourvoyeur de fonds des pays non reconnus, la Russie est également un partenaire économique déterminant de ces quatre entités qui, pour un ensemble de raisons, ne peuvent entretenir des échanges commerciaux classiques avec le reste du monde, ne serait-ce, dans la plupart des cas, qu'avec les pays dont elles font *de jure* partie.

⁵⁴ Accord d'union et d'intégration entre l'Ossétie du sud et la Fédération de Russie, Accord d'union et de partenariat stratégique entre l'Abkhazie et la Fédération de Russie, site du Kremlin (<http://kremlin.ru/supplement/4819>, <http://kremlin.ru/supplement/4783>, consulté en novembre 2018).

⁵⁵ Décret sur la reconnaissance des documents délivrés aux citoyens ukrainiens et aux apatrides résidant sur certains territoires des régions de Donetsk et de Lougansk, site du Kremlin, 18 février 2017 (<http://kremlin.ru/events/president/news/53895>).

⁵⁶ « Sberbank natchal obslужivat' klientov po pasportam DNR i LNR » [La Sberbank accepte désormais les clients disposant de passeports de la RPD et de la RPL], *RBK*, 7 mars 2017 (<https://www.rbc.ru/finances/07/03/2017/58bea38b9a7947fbf0a4d12e>, consulté en novembre 2018).

La encore, cette situation est flagrante surtout pour ce qui concerne l'Abkhazie et l'Ossétie du sud. En 2017, la Russie représentait 74 % du commerce extérieur de l'Abkhazie, loin devant la Turquie (5 %), son deuxième partenaire commercial⁵⁷, et était le seul partenaire commercial significatif de l'Ossétie du sud (dont l'économie est surtout basée sur le secteur public, puisque selon le recensement de 2015, 70 % de la population active sud-ossète est employée dans le secteur public⁵⁸). Les deux républiques utilisent le rouble russe. Ceci contraste fortement avec le reste du territoire géorgien : Tbilissi réalisait, en 2017, 7% de son commerce extérieur avec Moscou⁵⁹.

La situation est différente en Transnistrie, où la Russie, après avoir été longtemps le principal partenaire commercial de Tiraspol, se retrouve désormais derrière les pays de l'UE, comme en témoignent les statistiques du comité des douanes de Transnistrie⁶⁰. Entamée à partir de 2008 lorsque Bruxelles accorda à Tiraspol le même régime de préférence douanière qu'à Chisinau, cette situation s'est accentuée après la signature de l'accord d'association (DCFTA) en juin 2014 entre Chisinau et Bruxelles et son extension à la région sécessionniste. Situation hybride donc en Transnistrie, qui voit dans Moscou le seul garant de sa sécurité mais dont les principaux partenaires économiques sont désormais Chisinau et les pays de l'UE. Pour ce qui concerne les deux républiques séparatistes du Donbass, peu de données tangibles sont disponibles mais la persistance du conflit le long de la ligne de contact avec le reste du territoire ukrainien et la mise en place d'un blocus commercial par Kiev en mars 2017 font logiquement de la Russie le seul partenaire commercial significatif de la RPD et de la RPL.

Outre une présence militaire commune à l'ensemble des conflits non résolus mais avec des modalités différentes, le soutien russe procède également d'une assistance dans le domaine financier et énergétique ou encore l'octroi de passeports. La Russie est par ailleurs un partenaire économique déterminant des entités *de facto*. Cependant, l'exemple transnistrien montre que d'importantes évolutions sont possibles et qu'une certaine « normalisation » des situations malgré la présence de conflits non résolus peut survenir, sans pour autant que la Russie y perde ses intérêts.

⁵⁷ Selon le rapport annuel 2017 du comité des douanes de la République d'Abkhazie (https://docs.wixstatic.com/ugd/789eb6_a656805b33d24fa182849e84f2c0c4e8.pdf).

⁵⁸ Recensement établi par la direction des statistiques de la République d'Ossétie du sud (<http://ugosstat.ru/wp-content/uploads/2017/06/ltogi-perepisi-RYUO.pdf>, en russe)

⁵⁹ Selon les données de la Commission européenne (<http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/countries/georgia/>).

⁶⁰ En 2017, le volume des échanges entre Tiraspol et Bruxelles était supérieur à celui des échanges entre Tiraspol et Moscou (comité des douanes de Transnistrie, <http://customs.gospmr.org/vneshnyaya-torgovlya-pmr-v-razreze-stran-s.html>)

2.2 – **Conflits non résolus et activités criminelles en région mer Noire**

2.2.1 – Les conflits non-résolus, des facilitateurs d'activités criminelles ?

Des causes de nature structurelle expliquent pourquoi les conflits non résolus de la région mer Noire ont pu contribuer et participent encore au développement d'activités criminelles dans la zone. Ces causes sont avant tout liées à la non reconnaissance tant par les autorités *de jure* que par la communauté internationale des entités formant les conflits non résolus. Cette non reconnaissance a effectivement des implications directes en termes de contrôle des frontières, de coopérations entre autorités judiciaires et policières (nommées ici sous leur terme anglais « law enforcement agencies » – LEA) et de santé économique des territoires sécessionnistes, soit autant de facteurs qui augmentent le potentiel d'activités criminelles dans la région.

A.– **Des frontières non contrôlées et non déterminées**

En premier lieu, l'existence d'un État *de facto* ampute l'État *de jure* du contrôle d'une partie de ses frontières : Chisinau n'a pas le contrôle des 454 km de frontières avec l'Ukraine situés le long du segment transnistrien ; Tbilissi n'a pas le contrôle des 329 km de frontières avec la Russie situés le long des segments abkhaze et sud-ossète ; Kiev n'a pas le contrôle des 409 km de frontières avec la Russie situés le long du Donbass séparatiste. Ainsi, les frontières sont déplacées le long de la ligne administrative séparant le territoire des autorités *de jure* de ceux des entités *de facto*. Mais dans la mesure où l'installation de points de contrôle sur l'ensemble de la ligne administrative par les autorités *de jure* reviendrait à une reconnaissance tacite de ces frontières, celles-ci sont non déterminées de jure et dans certains cas poreuses⁶¹. Les conséquences directes de cette situation sont multiples : nombreux cas de contrebandes et de trafics entre la Transnistrie et le reste du territoire moldave d'une part, le Donbass séparatiste et le reste du territoire ukrainien d'autre part ; mobilisation constante des autorités géorgiennes vis-à-vis du processus de « frontiérisation » mis en œuvre unilatéralement par les troupes du FSB le long de la ligne administrative avec l'Abkhazie et l'Ossétie du sud... Plus généralement, cette situation complexifie la gestion des problématiques douanières et migratoires pour les pays *de jure*, renforçant le potentiel de corruption.

⁶¹ Quasi-hermétiques pour ce qui concerne l'Abkhazie et l'Ossétie du sud, essentiellement du fait de la « frontiérisation » mise en œuvre par le FSB, les lignes administratives séparant la Transnistrie et le Donbass séparatiste du reste du territoire moldave et ukrainien sont plus poreuses.

B.– Une absence de coopération entre « law enforcement agencies » de jure et de facto

En second lieu, les situations se caractérisent par une absence de coopération entre les autorités des pays *de jure* et celles des entités sécessionnistes. En effet, pour Chisinau, Tbilissi et désormais Kiev, instituer une coopération opérationnelle entre LEA avec les « autorités » de Tiraspol, Soukhoumi et Tskhinvali, Lougansk et Donetsk reviendrait à reconnaître leur légitimité. Cette absence de coopération crée de nombreux vides juridiques parfaitement exploités par les différents réseaux criminels de la région, ainsi que par une partie de la population. Dans la mesure où les LEA transnistriennes, abkhazes, sud-ossètes et du Donbass ne coopèrent pas avec Interpol et n'ont pas accès aux bases de données de l'organisation, les entités *de facto* peuvent servir de refuge aux personnes sous mandats d'arrêt internationaux⁶². De nombreux réseaux criminels ont profité et profitent encore de cette situation, ce qui, entre autres facteurs, explique l'aporie relative des processus de résolution : ceci est avéré pour la Transnistrie, et à anticiper pour le Donbass. Alors que les conflits non résolus sont à l'origine du développement d'activités criminelles dans la région, ces dernières contribuent à la lenteur, voire l'impasse qui caractérisent les processus de résolution.

Avec le temps et le concours de différents acteurs internationaux, particulièrement l'UE, une forme de dialogue, pour ce qui concerne la Géorgie, voire de coopération, pour ce qui concerne la Moldavie, a toutefois été engagée entre les LEA *de jure* et *de facto*. Ceci a permis d'engager, dans le dernier cas, une nette réduction des activités illicites. La coopération entre les administrations douanières moldaves et transnistriennes engagée grâce au travail de médiation de la mission EUBAM⁶³ a ainsi contribué à une certaine normalisation de l'activité économique transnistrienne. En Géorgie, le dialogue entre les autorités *de jure* et *de facto* est mis en œuvre dans le cadre de l'*Incident Prevention and Response Mechanism* facilité par l'EUMM et l'OSCE⁶⁴, qui permet des discussions sur l'ensemble des questions affectant le quotidien des résidents habitant de part et d'autre de la frontière administrative. Ce dialogue n'est cependant en rien comparable à la coopération structurante qui existe sur les questions douanières entre Chisinau et Tiraspol, et il n'y a officiellement toujours pas d'activités économiques entre les deux territoires sécessionnistes et le reste du territoire géorgien, en vertu de l'article 6 de la loi sur les territoires occupés adoptée en 2008 après le conflit⁶⁵. Dans le contexte de fortes diffi-

⁶² Comme Dimitri Soin, célèbre homme politique transnistrien et sous mandat d'arrêt d'Interpol (<https://www.interpol.int/notice/search/wanted/2004-52070>).

⁶³ La mission EUBAM (*European Union Border Assistance Mission to Ukraine and Moldova*) a été déployée, à la suite d'une demande conjointe de Chisinau et de Kiev, en novembre 2005.

⁶⁴ Depuis l'instauration de cette structure en 2009, une centaine de rencontres ont été organisées.

⁶⁵ *Law of Georgia on Occupied Territories*, Legislative Herald of Georgia, (<https://matsne.gov.ge/en/document/download/19132/5/en/pdf>, consulté en novembre 2018).

cultés économiques auxquelles sont exposées les deux provinces, un phénomène relativement récent de reprise du commerce « transfrontalier » a été constaté, ouvrant la voie à l'ouverture de consultations encadrées par Bruxelles entre autorités *de jure* et *de facto* sur une possible extension du DCFTA au territoire abkhaze, toutefois sans résultats tangibles pour le moment⁶⁶. En Ukraine enfin, le blocus instauré par Kiev en mars 2017 et visant à suspendre toute activité commerciale entre les territoires sous contrôle séparatiste et le reste du territoire ukrainien, loin de parvenir à cet objectif, n'a fait que renforcer les phénomènes de contrebandes et de corruption de part et d'autre de la ligne administrative.

C.- Des économies atones

Un autre élément de causalité entre conflits non résolus et activités criminelles est lié aux difficultés économiques que connaissent les entités sécessionnistes. Du fait notamment de leur non reconnaissance internationale, elles attirent très peu d'investissements étrangers et demeurent peu compétitives économiquement. En témoignent d'ailleurs les phénomènes chroniques d'émigration de la population active, vers la Russie essentiellement, qui les affectent. Les processus de privatisation qui s'y sont déroulés n'ont pas été reconnus par les autorités *de jure*, ce qui complique encore le déroulement normal des activités économiques.

Ces difficultés encouragent deux tendances. D'une part, elles renforcent les phénomènes de « petite criminalité », surtout le fait de citoyens ordinaires allant revendre de part et d'autre des lignes administratives des produits, essentiellement alimentaires ou soumis à accises. D'autre part, elles encouragent la captation par des réseaux criminels souvent proches des autorités *de facto* des principales activités économiques des entités sécessionnistes. Un cas emblématique de cette captation des ressources économiques et de cette collusion d'intérêts est celui, en Transnistrie, du groupe Sheriff, conglomérat spécialisé dans la grande distribution et créé au début des années 1990 par deux anciens membres des structures de force, Viktor Gushan et Ilya Kazmal⁶⁷. Plus généralement, les processus de privatisation mis en œuvre dans les territoires sécessionnistes ne sont pas reconnus par les autorités *de jure*, ce qui dissuade les éventuels investisseurs (absence de garanties) et complique le déroulement d'activités économiques légales. Certains actifs économiques majeurs dans les zones des conflits non résolus, comme Moldovan Metallurgical Plant, importante aciérie du nord de la Transnistrie, symbolisent, depuis leur privatisation jusqu'à leurs activités actuelles, cette situation. De même, le statut incertain des sites miniers et industriels appartenant avant le début du conflit à l'État ukrainien et

⁶⁶ « Abkhazia and South Ossetia: Time to Talks Trade », *International Crisis Group*, 24 mai 2018 (<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/caucasus/georgia/249-abkhazia-and-south-ossetia-time-talk-trade>).

⁶⁷ Comptant parmi les trois principaux actifs économiques de la Transnistrie (avec l'aciérie de Rybnitsa et la centrale électrique de Kuchurgan), le groupe Sheriff, l'un des premiers employeurs de la région, est également la source de financement du parti politique actuellement au pouvoir, *Obnovlenie* (Renaissance).

saisis par les séparatistes ne fait que compromettre davantage l'activité économique, déjà problématique, en RPD et en RPL.

2.2.2 – Typologie des principales activités criminelles

Les activités criminelles générées, du moins facilitées par la présence de conflits non résolus, peuvent être regroupées en deux grandes catégories : (i) le mouvement illicite de marchandises (tabac, alcool, produits alimentaires) et (ii) les trafics illégaux (armes, matériel radioactif...).

A.– Mouvements illicites de marchandises (contrebande)

Comme indiqué plus haut, l'absence de frontières ou du moins de contrôles effectifs aux frontières liée à la situation de non reconnaissance constitue un terrain propice au développement de la contrebande de toute une gamme de marchandises légales mais dont le commerce illégal peut s'avérer très lucratif. Le schéma général est le suivant : ces marchandises sont effectivement introduites illégalement dans le territoire de l'entité *de jure* via le territoire contrôlé par les autorités *de facto* et ne sont donc pas soumises aux taxes, que l'on songe aux droits d'accises pour ce qui concerne le tabac et l'alcool ou aux simples taxes douanières sur les produits alimentaires, par exemple sur la viande. Ces marchandises, moins chères que celles passées par les douanes car *de facto* hors taxes, sont ensuite revendues au marché noir, soit dans le pays voisin soit plus lointainement : c'est notamment le cas des cigarettes transitant par la Transnistrie et dont la majeure partie a comme destination finale les pays de l'UE. La contrebande de produits illégaux affecte différemment les conflits non résolus. En Géorgie, l'essentiel de la contrebande transfrontalière a pris fin à la suite de la révolution des Roses et aux initiatives prises par Mikhaïl Saakachvili pour renforcer l'état de droit en Géorgie. Parmi celles visant spécifiquement les trafics entre les deux provinces sécessionnistes et le reste du territoire géorgien, on soulignera par exemple la fermeture, au début des années 2000, du marché d'Ergneti, situé à proximité du territoire sud-ossète. De surcroît, la reconnaissance de l'indépendance abkhaze et sud-ossète par Moscou et le processus d'intégration *de facto* à la Russie de ces deux entités ont contribué, comme le souligne Alexandre Khukhianidze, professeur de sciences politiques à la Tbilissi State University, à rendre quasi hermétique la ligne administrative séparant l'Abkhazie et l'Ossétie du sud du reste du territoire géorgien.

En revanche, la Transnistrie constitue, encore aujourd'hui, un cas d'école de ce schéma de contrebande, en dépit d'une gestion beaucoup plus efficace de la frontière moldo-ukrainienne par Chisinau et Kiev et, plus spécifiquement des mesures restrictives prises

par Kiev vis-à-vis de Tiraspol depuis 2014⁶⁸. Le principe général est assez simple : des sociétés enregistrées en Transnistrie importent, en tant que destinataire final, depuis l'Ukraine (généralement depuis le port d'Odessa) des marchandises telles que du tabac, de l'alcool ou des produits alimentaires, qu'elles réexportent ensuite illégalement, soit vers le territoire ukrainien, soit vers la Moldavie et les pays de l'UE. Ce schéma est confirmé par le fait que la quantité de produits importés en Transnistrie dépasse de loin les besoins de la population locale. ICG avait ainsi calculé qu'en 2006, la moyenne annuelle de consommation de poulet congelé par habitant en Transnistrie était 7 fois supérieure à la moyenne allemande⁶⁹. Plus récemment, d'après les calculs de la mission EUBAM⁷⁰, une société de duty free transnistrienne a importé en 2016 1,32 milliard de cigarettes, dont seulement la moitié (640,5 millions d'unités) aurait été officiellement vendue. On soulignera que la majorité de ces importations (en tout cas pour l'alcool et le tabac) sont effectuées par le groupe Sheriff (*voir infra*).

Pour ce qui concerne le Donbass, le schéma de contrebande fonctionne dans les deux sens. Dans la mesure où, en particulier depuis l'instauration du blocus, les prix des biens de consommation ont augmenté dans le Donbass sous contrôle séparatiste, ceux-ci sont « importés » illégalement depuis le reste du territoire ukrainien, via la ligne de contact. Dans l'autre sens, les marchandises transportées illégalement sont essentiellement de l'or, de la vodka et des cigarettes de contrefaçon produites dans une usine de tabac située à proximité du Donetsk, et exportées ensuite vers les pays de l'UE⁷¹.

B.– Trafics d'armes et de matériel radioactif

Parallèlement à ce phénomène de contrebande, les conflits non résolus facilitent également d'autres types d'activités criminelles, comme les trafics d'armes ou encore de matériaux radioactifs. Une certaine prudence s'impose à ce sujet : de très nombreux articles de presse décrivent les zones sécessionnistes autour de la région mer Noire comme des zones grises dont les budgets seraient alimentés par les trafics de Kalachnikov, d'héroïne et d'êtres humains, sans que ces affirmations ne soient étayées par d'autres éléments que des rumeurs se perpétuant au fil des années. Si ces trafics ont existé et dans certains cas existent encore, il apparaît que leur incidence en termes sécuritaires soit *in fine* bien moins importante, en tout cas moins structurante, que les

⁶⁸ La présence de ce marché occasionnait quelque 120 millions de dollars de pertes en revenu fiscal par an (« Closure of Ergneti Black Market Boosted Customs Revenues », Civil.ge, 2 septembre 2004, <https://old.civil.ge/eng/article.php?id=7734>).

⁶⁹ *Moldova's Uncertain Future*, ICG, 17 August 2006 (<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/moldova-s-uncertain-future.pdf>).

⁷⁰ EUBAM, rapport annuel 2016 (http://eubam.org/wp-content/uploads/2017/03/Report_2016_ENG.pdf).

⁷¹ L'usine en question, le site de Khamaday situé à proximité de Donetsk, était déjà sous sanctions du ministère ukrainien du Développement économique depuis février 2015 du fait de contrebande de tabac (« Protiv donetskoï fabriki 'Khamadei' s 24 fevralia natchinaout deïstvovat' sanktsii » [Des sanctions à l'encontre de l'usine de tabac de Khamadey à compter du 24 février], Ostrov.ua, 23 février 2015, <https://www.ostrov.org/general/society/news/465022/>).

phénomènes de contrebandes évoqués ci-dessus, même si leur nature est plus spectaculaire. Peu de sources crédibles existent sur ce sujet, mais les éléments disponibles en source ouverte permettent de dégager les observations suivantes.

► Trafics d'armes

La présence d'un des plus grands dépôts d'armement de l'ex-Union soviétique en Transnistrie, le dépôt de Colbasna, continue d'alimenter les spéculations sur la persistance de trafics d'armes depuis l'entité sécessionniste. Ce dépôt, abritant 40 000 tonnes d'armement au moment de l'effondrement de l'URSS, disposerait d'encore environ la moitié, essentiellement composée d'armes de petit calibre et de munitions obsolètes, le reste ayant été détruit ou évacué en Russie. Si la Moldavie semble avoir été une plaque tournante non négligeable du trafic d'armes dans les années 1990 et au début des années 2000, certains de ces trafics impliquant notamment le célèbre Viktor Bout⁷², il apparaît aujourd'hui que ce phénomène soit pour l'essentiel résorbé. La Transnistrie n'est pas désignée comme zone significative de trafics d'armes par l'United Nations Office on Drugs and Crime et les différents rapports annuels de la mission EUBAM, consacrés entre autres à la lutte contre les activités criminelles dans la région, ne font pas non plus particulièrement mention de trafics d'armes dans la région. Si le dernier rapport en date souligne l'augmentation conjoncturelle – liée au conflit dans le Donbass – des trafics d'armes via la Transnistrie⁷³, la priorité de la mission de l'UE est essentiellement d'aider les autorités moldaves et ukrainiennes à lutter contre les phénomènes de contrebande, de cigarettes notamment.

Le cas ukrainien est en revanche actuellement beaucoup plus préoccupant. La perpétuation d'un conflit armé dans l'Est de l'Ukraine a conduit à une importante augmentation du nombre des armes à feu en circulation dans le pays. Selon un rapport du Small Arms Survey⁷⁴, en 2017, entre 3 et 5 millions d'armes à feu seraient détenues illégalement en Ukraine, le nombre d'armements et de munitions saisis par les autorités ukrainiennes passant de 1 000 unités en 2013 à 4 500 en 2016 et l'Ukraine détenant actuellement le record européen de mort violente par habitant. Alors qu'avant le conflit, l'Ukraine était déjà considérée comme un « hub » mondial du trafic d'armes, cette soudaine irruption d'armements en grands nombres a conduit l'ensemble des pays frontaliers de l'Ukraine, Russie comprise, à renforcer leur contrôle, et constitue désormais une véritable préoccupation sécuritaire tant pour les autorités ukrainiennes que pour celles des pays voisins

⁷² Par exemple pour ce qui concerne les livraisons d'armes à destination du Liberia. Voir *Security Council Committee on Liberia updates assets freeze list*, Conseil de sécurité des Nations Unies, 1^{er} décembre 2005 (<https://www.un.org/press/en/2005/sc8570.doc.htm>, consulté en novembre 2018).

⁷³ Selon le rapport 2018 de la mission, 1 700 armes à feu, 950 grenades et 2 985 munitions ont été saisies en 2017 (http://eubam.org/wp-content/uploads/2017/03/Report_2016_ENG.pdf).

⁷⁴ Anton Martyniuk, « Ukraine: Measuring Illicit Arms Flows », *Small Arms Survey*, Avril 2017 (<http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/T-Briefing-Papers/SAS-BP3-Ukraine.pdf>).

et de Bruxelles, d'autant que rien ne semble indiquer que l'on s'achemine vers la fin des opérations militaires à court terme.

► **Trafic de matériel radioactif : une spécificité de la région mer Noire ?**

Située à l'intersection de l'espace post-soviétique, de la Turquie et du Moyen-Orient, la région mer Noire est souvent considérée comme un pôle majeur du trafic illicite de matériel radioactif. De nombreuses tentatives de ventes de ce type de matériel à des personnes ou groupes de personnes cherchant à fabriquer des « bombes sales » ont été signalées dans les pays riverains de la mer Noire. Alors que ce phénomène faisait l'objet d'une coopération soutenue entre Washington et Moscou depuis la fin de la Guerre froide⁷⁵, la profonde détérioration des relations russo-américaines constatée après 2014 fait craindre à plusieurs pays de la région particulièrement exposés, comme la Moldavie et la Géorgie, un regain de ce phénomène.

Les principales bases de données en la matière, l'*Incident and Trafficking Database* de l'Agence internationale pour l'énergie atomique, la *Database on Nuclear Smuggling, Theft and Orphan Radiation Sources* (DSTO) ou encore la *CNS Global Incidents and Trafficking Database*⁷⁶ montrent toutes que la Russie est le point principal d'origine des trafics de matière fissile, et que la région de la mer Noire constitue un important point de transit. Même si les cas de trafic de matière nucléaire recensés dans la région de la mer Noire ne s'expliquent pas tous par la présence de conflits non résolus, ceux-ci proposent d'intéressantes opportunités. Contrairement à ce qui se produit pour le trafic d'armes, les territoires des entités sécessionnistes ne constituent pas des points d'origine du matériel radioactif. Parmi les quatre conflits non résolus ici considérés, seule l'Abkhazie abrite un site ayant pu produire du matériel radioactif, l'Institut de physique et de technologie de Soukhoumi, mais il apparaît que dans la majorité des cas, les produits radioactifs interceptés en Géorgie par les autorités proviennent soit de Russie soit d'Arménie.

Comme indiqué plus haut, les conflits non résolus constituent des zones en dehors de toutes juridictions internationales pouvant s'avérer particulièrement utiles pour les trafiquants. Ainsi, plusieurs cas de trafics de matériel fissile exploitant d'une manière ou d'une autre les opportunités offertes par la Transnistrie ont été constatées ces dernières années, et font l'objet d'une attention accrue de la part des autorités moldaves et du

⁷⁵ A partir de 1991, les États-Unis ont initié, à destination de plusieurs républiques ex-soviétiques, de très nombreux programmes de sécurisation des emprises abritant du matériel radioactif et de lutte contre son trafic.

⁷⁶ Disponible en libre accès à cette adresse : <https://www.nti.org/analysis/articles/cns-global-incidents-and-trafficking-database/>

FBI, qui ont renforcé leur coopération dans ce domaine⁷⁷. En juin 2011 notamment, plusieurs personnes ont été arrêtées à Chisinau pour avoir voulu tenter de vendre des échantillons d'uranium-235, qui devaient servir de prélude à une vente de 10 kg du même produit. L'un des deux citoyens a réussi à s'enfuir en Transnistrie, alors que l'ensemble de l'opération avait été montée depuis Tiraspol par un homme détenant la citoyenneté ukrainienne et russe, Alexandre Agenko, et suspecté par Chisinau et les autorités américaines d'avoir tenté à trois reprises de vendre du matériel radioactif. En mai 2014, 9 personnes ont été arrêtées dans l'ouest de l'Ukraine par le Service de sécurité ukrainien (SBU) après avoir introduit en Ukraine depuis la Transnistrie 1,5 kg d'uranium 235⁷⁸.

Les trafics d'armes et de matériel radioactif en provenance des entités sécessionnistes ou utilisant les opportunités offertes par ces dernières sur un plan logistique, quoique préoccupants, ne représentent qu'une partie limitée des activités illicites générées par la présence de conflits non résolus. En effet, la contrebande de tabac, d'alcool, de produits alimentaires ou de voitures concerne beaucoup plus de personnes et se trouve être autant le fait de réseaux organisés que de citoyens ordinaires. Si, sur un plan sécuritaire *stricto sensu*, ce type de contrebandes présente moins de dangers que le trafic d'armes ou d'uranium, ses conséquences structurantes sur les pays de la région sont importantes, en termes de corruption et de bon fonctionnement de l'état de droit notamment.

2.3 – **Conflits non résolus : quelles conséquences pour la région mer Noire ?**

Permettant à la Russie de maintenir une présence coercitive dans les pays de son « étranger proche » les plus avancés dans leurs relations avec l'UE et l'OTAN, les conflits non résolus de l'espace pontique constituent également, pour un ensemble de raisons à la fois structurelles (frontières) ou plus conjoncturelles (incidence du conflit dans le Donbass sur la circulation illégale d'armes en Ukraine), d'importants facilitateurs d'activités criminelles dans la région mer Noire. Plusieurs grandes catégories de conséquences pour la région d'une part, pour l'UE d'autre part peuvent être distinguées.

⁷⁷ « FBI Helped Thwart Nuclear Smuggling Plot in Moldova », CNN, 8 octobre 2015 (<https://www.cnn.com/2015/10/07/politics/fbi-helped-thwart-nuclear-smuggling-plot-in-moldova/index.html>, consulté en novembre 2018).

⁷⁸ « SBOu iz'iala ou prestoupnoï grouppirovki potchti 1,5 kg radioaktivnogo vechtchestva, popavchego v Oukrainou, predpolojitel'no iz Pridnestrov'ia » [Le SBU saisit 1,5kg d'uranium 235 en provenance de Transnistrie], Interfax, 5 mai 2014 (<https://interfax.com.ua/news/general/203473.html>, consulté en novembre 2018).

2.3.1 – Des conséquences aussi bien en termes de bonne gouvernance que stratégiques pour les « pays hôtes »

A.– L'impact des conflits non résolus sur la santé économique et politique des pays hôtes

Hormis leurs conséquences sécuritaires directes, la présence de conflits non résolus affecte les « pays hôtes » de plusieurs façons. Du fait des problématiques frontalières exposées *infra*, les pays concernés par des conflits non résolus ont souffert et parfois souffrent de sérieux manques à gagner dans leur budget. Du fait des nombreux circuits de contrebandes existant surtout en Transnistrie et dans le Donbass, les autorités douanières et migratoires moldaves et ukrainiennes font encore l'objet d'importants phénomènes de corruption. Ces points seront développés dans le rapport final, où l'on verra dans quelle mesure les conflits non résolus ont affecté et, dans certains cas, continuent d'affecter la bonne gouvernance des pays concernés notamment en termes budgétaires et dans le domaine de la lutte anti-corruption.

B.– Des pays à l'ombre d'une menace permanente

Parallèlement à leurs conséquences sur la santé politique et économique des « États hôtes », les conflits non résolus placent ces derniers dans une position de menace permanente et de forte hétéronomie pour ce qui concerne leur politique étrangère. Le soutien militaire, économique et politique apporté par la Russie aux quatre entités sécessionnistes de la région procède de considérations stratégiques : utiliser ces entités pour bloquer toute évolution qualitative d'une zone, la mer Noire, dans laquelle la Russie avait perdu une bonne partie de son influence après la disparition de l'URSS et dans laquelle se trouvait d'ailleurs le seul forum de coopération post-soviétique, le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), qui n'était pas de l'initiative de Moscou et dont la Russie ne faisait pas partie. Selon les cas, les conflits non résolus ont progressivement permis soit d'enrayer ce déclin d'influence, soit même de le renverser. Si par exemple la Transnistrie permet à la Russie de maintenir une présence militaire essentiellement symbolique mais qui ne compense pas la « perte » de la région d'Odessa, le renforcement de la présence militaire russe en Abkhazie permet de compenser partiellement (i) le déclin militaire russe en mer Noire⁷⁹ et (ii) la diminution du dispositif militaire russe en Géorgie, puisqu'en 2006, Moscou, sous la pression conjointe des États-Unis, de l'OSCE, d'Ankara et des autorités géorgiennes, avait dû évacuer les bases d'Akhalkalaki et de Batoumi.

On soulignera que parallèlement aux problématiques qu'ils suscitent par leur simple présence, les conflits non résolus sont également « exploités » régulièrement par Moscou

⁷⁹ Jusqu'à l'annexion de la Crimée et l'adoption de la doctrine maritime 2015.

pour rappeler à leurs « pays hôtes » la menace potentielle qu'ils représentent. La mise en œuvre de cette dialectique de la menace par Moscou repose sur trois ressorts principaux : (i) l'organisation d'exercices militaires dans ou à proximité des territoires contestés, (ii) la frontiérisation des limites administratives séparant les entités sécessionnistes du reste des territoires et (iii) une communication régulière des autorités russes rappelant leur soutien aux entités sécessionnistes.

Alors que l'ensemble des exercices militaires organisés dans la région militaire Sud impliquent désormais la participation d'unités basées en Abkhazie et en Ossétie du sud, la tenue régulière d'exercices militaires en région militaire Ouest à proximité des frontières orientales de l'Ukraine permet à Moscou de rappeler à Kiev la pression militaire permanente exercée sur son flanc oriental. Vis-à-vis de la Transnistrie, si avec les mesures introduites par Kiev à partir de 2014-2015, la Russie a vu sa marge de manœuvre sur l'entité sécessionniste réduite, une augmentation des manœuvres militaires conjointes entre forces russes et transnistriennes a été constatée : selon le CSIS, leur nombre serait passé de 48 en 2016 à plus de 300 en 2017⁸⁰. Ce faisant, Moscou exploite l'ensemble des possibilités qui lui sont offertes pour rappeler de manière régulière à Tbilissi, Kiev et Chisinau que la perspective d'une intervention armée, quoique politiquement peu plausible, est techniquement susceptible d'arriver à tout moment : pour rappel, les interventions russes en Géorgie en 2008 et en Ukraine à partir de 2014 avaient toutes deux été précédées par la tenue d'exercices militaires.

La frontiérisation de la ligne de contact séparant une entité sécessionniste du reste du territoire de l'État hôte est un autre ressort utilisé par Moscou, dans le cas de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud puisque parmi les quatre conflits non résolus de la zone, seules ces deux régions ont fait l'objet d'une reconnaissance par la Russie. Si la matérialisation de la « frontière » entre l'Abkhazie, l'Ossétie du sud et le reste du territoire géorgien contribue à isoler davantage les deux territoires sécessionnistes et peut ainsi contribuer à limiter leur potentiel de nuisance sur le reste de la Géorgie (en termes de criminalité par exemple), l'installation de cette frontière à proximité immédiate du gazoduc Bakou-Soupsa et de l'autoroute Est-Ouest permet à Moscou d'accroître la pression sur ces deux axes de transport stratégiques, vitaux pour l'économie géorgienne.

Enfin, cette dialectique de la menace est alimentée par des déclarations régulières des dirigeants russes rappelant d'une manière ou d'une autre le soutien de Moscou vis-à-vis des entités *de facto*, particulièrement dans des contextes de fortes tensions bilatérales avec Chisinau, Kiev et Tbilissi, souvent liées aux avancées de ces dernières dans leurs relations avec l'UE ou l'OTAN.

⁸⁰ « Kremlin Playbook Spotlight: Moldova », CSIS, 19 juillet 2018 (<https://www.csis.org/blogs/kremlin-playbook-spotlight/kremlin-playbook-spotlight-moldova>, consulté en novembre 2018).

Les conflits non résolus constituent ainsi des « vetos territoriaux » à toute perspective d'intégration de leurs pays hôtes à l'UE et à l'OTAN. On soulignera d'ailleurs que l'ensemble des quatre conflits non résolus de la région mer Noire se trouve dans les trois pays de l'espace post-soviétique les plus avancés dans leurs relations avec l'UE et l'OTAN.

En plus de bloquer toute évolution substantielle des pays qu'ils abritent, les conflits non résolus affectent également les dynamiques de coopération régionale propres à la mer Noire. Les différentes initiatives en la matière lancées dans le courant des années 1990, comme l'Organisation de coopération économique de la mer Noire ou encore le GUAM, n'ont débouché que sur des résultats très modestes et de fait, aucune dynamique régionale significative n'a émergé. Quoique cette situation ne soit pas imputable uniquement à la présence de conflits non résolus, cette dernière y contribue fortement : la présence de la Transnistrie, outre les coûts supplémentaires qu'elle occasionne pour les transports de marchandise et de voyageurs⁸¹, a également occasionné de nombreux différends sur la gestion concrète du problème entre Chisinau et Kiev⁸² ; les flux commerciaux, illégaux pour les autorités géorgiennes, entre l'Abkhazie et la Turquie, souvent mis en œuvre par des membres de la diaspora abkhaze en Turquie, constituent un autre irritant entre deux pays riverains de la mer Noire. *In fine*, la dynamique régionale est naturellement affectée par le fait que les conflits non résolus opposent la Russie à trois pays de la région, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

2.3.2 – Quel impact pour l'UE ?

Considérés comme un défi à la sécurité européenne, selon la Stratégie globale 2016 de l'Union Européenne⁸³, les conflits non résolus posent à Bruxelles des enjeux d'ordre tant sécuritaire que stratégique. En termes de sécurité intérieure, les activités criminelles émanant de ou transitant par les entités sécessionnistes affectent directement les pays de l'UE, qu'il s'agisse de trafics de cigarettes ou de voitures volées, ou plus récemment des défis posés par le trafic d'armes lié à la prolongation du conflit dans le Donbass.

Dans une perspective plus large, la persistance et le développement de conflits non résolus dans la périphérie immédiate de l'UE posent la question des limites de la politique

⁸¹ Le contournement de la région sécessionniste pour le transport de personnes et de marchandises occasionne en effet des délais et coûts supplémentaires.

⁸² Comme en témoigne l'inauguration prochaine d'un poste frontalier géré en commun à Palanca (« Palanca Border Crossing Point, Built with the Support of the European Union, to be Launched in Three Months », UNDP Moldova, 20 septembre 2018, <http://www.md.undp.org/content/moldova/en/home/presscenter/pressreleases/2018/punctul-de-trecere-a-frontierei-palanca--edificat-cu-sprrijinul-u.html>, consulté en novembre 2018).

⁸³ *Shared Vision, Common Action: a Stronger Europe, A Global Strategy for the European Union's Foreign and Security Policy*, European External Action Service, juin 2016 (https://eeas.europa.eu/archives/docs/top_stories/pdf/eugs_review_web.pdf).

étrangère de Bruxelles dans la région. Si l'engagement de l'UE en faveur d'une résolution de ces conflits est réel, l'UE étant d'ailleurs parfois le seul acteur véritablement investi sur le terrain (mission EUBAM entre l'Ukraine et la Moldavie, mission EUMM en Géorgie), ses capacités à faire évoluer qualitativement la situation, par exemple parvenir à inciter Moscou à évacuer ses troupes de Transnistrie, semblent limitées. Par extension, l'ensemble de la politique européenne de voisinage dans cette région est affecté : aux avancées⁸⁴ du Partenariat oriental avec la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, la Russie a répondu par les moyens qui étaient les siens en Abkhazie, en Ossétie du sud, en Transnistrie et dans le Donbass. Ceci a abouti à une équation stratégique propre à la région mer Noire, désormais partagée entre deux tendances contradictoires que sont le développement de l'intégration économique et politique avec l'UE et le maintien, voire le renforcement de la présence militaire russe, à travers les conflits non résolus notamment.

⁸⁴ Avec notamment la conclusion d'accords de libre-échange et de régime sans visa entre Bruxelles et les trois pays cités.

3 – La mer Noire, une nouvelle frontière de la stratégie turque ?

Jean-François Pérouse

L'inauguration⁸⁵ (même très partielle) du nouvel aéroport d'Istanbul le 29 octobre 2018, sur les rives de la mer Noire, peut être lue comme une formidable démonstration de puissance de la « nouvelle Turquie »⁸⁶ et par ailleurs comme une confirmation de la réorientation physique et fonctionnelle d'Istanbul en direction de la mer Noire. Cela se réalise à plusieurs échelles. En effet, alors que l'aéroport historique – appelé à cesser ses activités progressivement à compter du 31 décembre 2018 – est situé sur les rives de la mer de Marmara, le gigantesque aéroport en cours d'achèvement a été aménagé sur la face pontique de la mégapole d'Istanbul. Son ouverture confirme le redéploiement d'Istanbul vers ses rives pontiques et l'ouverture plus franche de la métropole sur la mer Noire. À l'aéroport seront en effet associés une ville nouvelle et des pôles d'activité articulés au gigantesque (45 000 hectares) nouveau territoire d'extension ouvert en décembre 2012 le long du tracé du canal destiné à doubler le Bosphore et à détourner de ce dernier la circulation maritime internationale entre mer Noire et mers du Sud. En outre cet aéroport, qui devrait aussi être doublé d'un port, est branché aux flux routiers drainés par le troisième pont sur le Bosphore ouvert fin mai 2013 et à l'« Autoroute du Nord », conçue comme l'épine dorsale du développement de la façade thrace et anatolienne de la Turquie sur la mer Noire. Les deux projets de centrale nucléaire sur la mer Noire – l'un à Sinop, l'autre à l'extrême Ouest à İğneada – sont à cet égard révélateurs de l'importance accrue dévolue à la façade pontique du pays, que la Turquie semble redécouvrir et placer au cœur de ses nouvelles ambitions.

En outre, l'interception au-dessus de la mer Noire, quelques jours après cette inauguration, le 6 novembre 2018, d'un avion de reconnaissance américain par un Su-27 *Flanker*

⁸⁵ À laquelle ont participé beaucoup de représentants officiels provenant du bassin de la mer Noire ; voir Jean-François Pérouse, « Inauguration partielle d'un 'victorieux' monument à ambitions universelles », posté le 1er novembre 2018 (URL : <https://oui.hypotheses.org/4407>). Le voyage du président Erdoğan en Moldavie à la mi-octobre 2018 et l'intérêt manifesté à la région autonome de Gagaouzie ont sans doute « préparé » la présence du président moldave et de la présidente de l'« Unité territoriale autonome » à cette occasion à Istanbul (voir : <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-and-moldova-agree-on-full-rights-for-gagauz-region-138041>).

⁸⁶ L'expression « nouvelle Turquie » (*Yeni Türkiye*) est très fréquemment mobilisée par le dirigeant de l'AKP depuis les élections législatives de juin 2011. Elle résume le changement de paradigme politique porté par ce parti, et concerne à la fois la présidentialisation du régime, le retour aux valeurs morales « nationales », la politique de grands projets et les ambitions internationales du pays. À noter que dès novembre 1994, les futurs acteurs de cette transformation politique avaient fondé une revue de réflexion intitulée, précisément, « Nouvelle Turquie », dont la relecture permet de mieux historiciser le projet AKP (Ahmet Davutoğlu inspirant dès cette date la dimension stratégique du projet, voir *infra*).

russe a été interprétée par certains analystes turcs comme le signe de la réouverture du bassin pontique à la géopolitique mondiale, comme la confirmation de la volonté d'hégémonie de la Fédération de Russie sur la mer Noire et celle de la nécessité, pour la Turquie, de se doter d'une stratégie pontique propre, entre Russie, OTAN et, dans une bien moindre mesure, Union européenne.

Si ces transformations récentes s'inscrivent dans un ambitieux projet de montée en puissance et influence qui affecte l'ensemble du pays et de ses secteurs d'activité, vise des horizons géopolitiques diversifiés et relève d'objectifs multiples et connectés les uns aux autres (obsession de l'indépendance énergétique, accroissement de la capacité militaire d'intervention à l'extérieur, construction d'une politique étrangère autonome par rapport aux grandes puissances établies, affirmation de la puissance économique), on peut avancer l'hypothèse que la mer Noire est, ces dernières années, devenue une nouvelle frontière – à la fois symbolique, infrastructurelle, économique et stratégique de la Turquie. Cela signifierait que le vœu exprimé en 1996 par le futur ministre des Affaires étrangères et futur Premier ministre Ahmet Davutoğlu, celui d'une plus grande prise en compte de la mer Noire dans la construction de la politique étrangère et de la stratégie de la Turquie, commence à être exaucé⁸⁷.

« Mer du nord » dans les langues turques, la mer Noire est, du point de vue turc, une interface fondamentale pour la Turquie, avec le « monde russe »⁸⁸ – expression qui a émergé en langue turque en premier lieu face à l'engagement militaire russe en Syrie⁸⁹ –, ainsi qu'avec des populations ou territoires considérés comme relevant à des titres divers de la zone d'intérêt de la Turquie, parce que musulmans, ex-ottomans (Crimée) ou ethniquement apparentés (Moldavie). Par le Danube, la mer Noire fait aussi lien maritime de première importance avec l'Europe centrale.

Pour autant, on peut faire remarquer d'emblée que la mer Noire ne constitue pas un cadre d'analyse très fréquent des études stratégiques et géopolitiques produites en Turquie jusqu'à présent, à l'exception de celles du *think tank* Kafkassam⁹⁰, du collectif UPA⁹¹ ou, dans une moindre mesure, du *think tank* Bilgesam. Très souvent, la mer Noire est perçue de façon fragmentée et semble encore, dans les représentations, divisée *de facto*

⁸⁷ Voir « Nouvelle mission pour la mer Noire », *Yeni Şafak*, 27 mai 1996 (en turc). Le titre est explicite ; à la fin de son article, Ahmet Davutoğlu en appelle à la nécessaire définition d'une *stratégie turque de la mer*, qu'il souhaite intégrée, systémique et multiscalaire.

⁸⁸ Yılmaz S. (2016), « La nouvelle stratégie de la Russie : le 'monde russe' » (en turc), *EkoAvrasya*, 28 mai 2016 ; URL : <http://ekoavrasya.net/duyuru.aspx?did=224&Lang=TR>

⁸⁹ Voir Sevil Nuriyeva, « Avec la thèse du 'monde russe', l'expansionnisme de la Russie » (en turc), *Star*, 3 octobre 2016 : <http://www.star.com.tr/yazar/rus-dunyasi-teziyle-rusyanin-genisleme-plani-yazi-1146255/>

⁹⁰ Voir son site Internet : <http://kafkassam.com/>

⁹¹ Voir : <http://politikaakademisi.org/2014/09/28/karadeniz-stratejisi-abdnin-tek-jeopolitik-cephe-plani/> (article en turc qui fait référence au papier de George Friedman instituant le « Grand Bassin de la mer Noire » en entité géopolitique à part entière (« Ukraine, Iraq and a Black Sea Strategy », Stratfor, 2 septembre 2014 ; URL : <https://worldview.stratfor.com/article/ukraine-iraq-and-black-sea-strategy>).

en plusieurs sous-ensembles : la mer Noire balkanique ou « européenne » (Bulgarie, Roumanie, Moldavie), la mer Noire ukrainienne, la mer Noire russe, la mer Noire sud-caucasienne et enfin la mer Noire turque. L'affirmation d'un regard plus intégré et holistique, qui fait de la mer Noire un sous-système doté d'une logique singulière, est donc assez récente. Cette prise de conscience s'opère parallèlement à la prise en compte de l'ensemble du littoral pontique turc, soit plus de 1 500 km (et plus de 20 % de l'ensemble du linéaire côtier turc, îles comprises) comme une interface potentielle à mieux exploiter. On s'intéressera particulièrement au renouveau récent des études stratégiques et géopolitiques en Turquie pour prendre la mesure de la nouvelle place dévolue à la mer Noire dans le récit géopolitique turc⁹².

Dès lors, en mettant de côté la dimension énergétique traitée par ailleurs, quels sont, à partir des sources turques, les nouveaux enjeux stratégiques et militaires que cristallise aujourd'hui la mer Noire du point de vue turc ?

3.1 – La mer Noire, un nouvel horizon de la politique étrangère et de sécurité de la « nouvelle Turquie » ?

Depuis le milieu des années 1990 (on pourrait retenir comme repère la fin 1993, date du premier règlement turc sur la circulation internationale dans les Détroits⁹³), la mer Noire a cessé, du point de vue turc, d'être un horizon fermé, stérilisé et verrouillé par la seule domination russe. En tant que mer et, au-delà en tant qu'ensemble régional, elle semble avoir repris un sens, une consistance, une profondeur (pour paraphraser Davutoğlu) et être devenu un enjeu, une ressource multiforme et un théâtre stratégique à investir. Autrement dit la mer Noire n'est plus une impasse, un cul-de-sac pour la Turquie, mais un front stratégique sur lequel prendre place et position.

L'ouverture de la Turquie sur la mer Noire, parallèle à ce *déconfinement* dans les représentations, s'opère d'abord à une échelle nationale. En effet, la Turquie déploie des efforts redoublés depuis une quinzaine d'années en vue de mieux intégrer sa façade pontique et d'en faire une interface économique et infrastructurelle active (en mettant ici

⁹² Erbaş Göknil (2012), *Mutation de la géopolitique de la mer Noire : d'une géopolitique classique à une géopolitique critique* (en turc : Klasikten eleştirel jeopolitiğe Karadeniz jeopolitiğinin dönüşümü), thèse soutenue en 2012 à l'Université d'Ankara ; Erbaş Göknil, (2012), *Mutation dans la conception géopolitique : l'exemple de la géopolitique de la mer Noire* (en turc : Jeopolitik Kavramında Değişim: Karadeniz Jeopolitiği Örneği), Çankırı Karatekin Üniversitesi Uluslararası Avrasya Strateji Dergisi 1(1): ss. 135-146. (URL : http://cavsamdergi.karatekin.edu.tr/Makaleler/1073159818_10.pdf) ; Askeroğlu S. (2016), « Mutation géopolitique en mer Noire » (en turc), Kafkassam, 7 novembre 2016 (URL : <http://kafkassam.com/karadenizde-jeopolitik-donusum.html>).

⁹³ Dénommé « Boğazlar ve Marmara Bölgesi Deniz Trafik Düzeni Hakkında Tüzük » (publié le 23 novembre 1993 ; référence du Journal Officiel de la République turque : 1993/5061) ; voir URL : <http://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/2.5.9811860.pdf>.

de côté la question du transport énergétique) à l'articulation entre mer Noire et Caucase. L'achèvement, en 2007, de la « route littorale de la mer Noire » (*Karadeniz sahil yolu*) marque une première étape dans cette réappropriation⁹⁴ et cette meilleure intégration au territoire national. Par ailleurs, nouveaux ports, redéploiement des ports existants (comme celui de Trabzon), liaisons ferrées nouvelles ou réaménagées, voies express et tunnels routiers (comme celui d'Ovit – d'une longueur de 14,3 km –, qui, ouvert en novembre 2017, a bouleversé les relations entre Trabzon et Erzurum) contribuent à ce processus publicisé sous l'expression galvaudée « Nouvelles routes de la Soie ». Ainsi en première page du quotidien turc *Star* (« La voix de la souveraineté nationale ») daté du 31 octobre 2017, sous le titre-manchette « Un pont civilisationnel de l'est vers l'est »⁹⁵, on pouvait voir trois photos différentes représentant les présidents turc et azerbaïdjanais – R.T. Erdoğan et H. Aliiev – à l'occasion de l'inauguration à Bakou du chemin de fer Kars-Tbilissi-Bakou dénommé « la route de la soie de fer ». Même si trois autres présidents étaient présents – ceux de la Géorgie, de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan –, ils étaient à peine visibles.

Mais depuis quelques années, parallèlement à la prise de conscience du fait que la mer constituait un ensemble à valeur patrimoniale communément reconnue par tous ses riverains engagés à le protéger⁹⁶, la mer Noire intégrale – c'est-à-dire pas seulement la mer Noire proche – semble avoir été redécouverte en Turquie dans la perception de la sécurité nationale du pays. Elle est devenue une entité à part entière, composante de l'identité stratégique nationale, à l'articulation « entre Balkans, Caucase et Moyen-Orient », pour reprendre la formulation du document de référence du ministère turc de la Défense (*Milli Savunma Bakanlığı, Beyaz Kitap, 2011*). En cela, la mer Noire s'inscrit parfaitement dans le cadrage stratégique récurrent, fondé sur la vision d'une Turquie comme pont et carrefour, en position de faire lien et équilibre entre des ensemble géopolitiques distincts, à savoir l'Union européenne et la Fédération de Russie⁹⁷.

Ce changement de perception est évidemment lié à la disparition de l'URSS et à l'effondrement du bloc communiste qui lui était étroitement associé, voire inféodé. Cette rupture majeure de l'ordre géopolitique régional a entraîné comme un vide, voire un appel

⁹⁴ On n'oubliera pas, en toile de fond, que la région de la mer Noire fut aussi concernée par les violents déplacements de population (touchant Grecs et Arméniens) qui ont rendu possible la construction de l'État-Nation turc dans les années 1910-1920 ; un des arrière-plans de cette politique d'appropriation aurait à voir avec les séquelles toujours perceptibles de cette radicale ingénierie démographique. Voir entre autres sources : *Livre Noir. La tragédie du Pont 1914-1922*, Athènes, 1922 ; et également : Bruneau M. (1998), *Les Grecs pontiques. Diaspora, Identité Territoires*, Paris : Editions du CNRS.

⁹⁵ Ce segment est présenté comme le « maillon manquant » entre Pékin et Londres ; d'où l'image du pont et la référence à la Route de la Soie.

⁹⁶ La « Convention sur la mer Noire » signée en avril 1993 constitue une étape importante dans cette prise de conscience collective. Voir par exemple : <https://www.eea.europa.eu/soer-2015/countries/black-sea>

⁹⁷ *Karadeniz Jeopolitiği* [Géopolitique de la mer Noire], Istanbul, Beta Yayınları, 2017, p. 160.

d'air en mer Noire et fait émerger à la fois de nouvelles sources d'inquiétudes, de nouvelles sollicitations et de nouvelles opportunités pour la Turquie. Comme le souligne Eyyup Kandemir⁹⁸, un des auteurs de référence sur la question, il semble que la Turquie soit en voie de se doter d'une stratégie pontique à part entière en vue d'éviter que la mer Noire ne devienne un « trou noir » géopolitique. Dès lors, la mer Noire fait depuis figure de nouvelle frontière et commence à entrer en tant que telle dans les préoccupations géopolitiques turques.

Preuve en est l'intérêt porté à cette mer dans les recherches en géopolitique, voire en relations internationales ces dernières années. Pour s'en tenir à la géopolitique, après l'ouvrage d'Eyyup Kandemir paru en 2008 (*La géopolitique changeante de la mer Noire*, Istanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık), la somme publiée en 2017 intitulée *Géopolitique de la mer Noire*⁹⁹ (Istanbul, Beta Yayınları) mérite quelque attention en tant qu'elle paraît révélatrice de la construction universitaire d'un nouveau regard turc sur la mer Noire. Cet ouvrage collectif de plus de 1 200 pages dirigé par Hasret Çomak¹⁰⁰, un enseignant-chercheur très impliqué dans le *think tank* [Bilgesam](#) évoqué plus haut, s'efforce de replacer la mer Noire dans le récit géopolitique turc, dans une chronologie large qui fait cependant une part importante à l'après-2014 (annexion de la Crimée, engagement russe en Syrie...). Si l'on met à part la brève partie historique (pp. 3-26), la partie conceptuelle (la deuxième ; pp. 27-124) et la sixième partie dévolue aux questions énergétiques (p. 718 et suiv.), l'ouvrage consacre à l'Ukraine (et à la Crimée en particulier) de nombreux articles – au total 12 (pp. 163-188 ; pp. 297-364 ; pp. 1241-1281), soit autant qu'à la Fédération de Russie –, de même qu'à l'OTAN (pp. 373-424 ; pp. 563-570 ; pp. 889-897 ; pp. 975-994), aux États-Unis (pp. 719-746), à l'Union européenne (pp. 819-888, soit 6 articles) et au traité de Montreux (5 articles, pp. 1043-1096). Le rôle de la Chine et celui de l'Organisation de la Conférence Islamique font même l'objet d'un article chacun. Ainsi, cet ouvrage volumineux, pleinement en phase avec la pensée des responsables politiques, fait état de la perception turque d'une réintégration de la mer Noire dans le jeu géopolitique mondial et des nouveaux défis que cela entraîne pour la Turquie.

La redécouverte de la mer Noire est aussi en phase avec les nouvelles ambitions internationales affichées par le pouvoir turc depuis le milieu des années 2000, qui se traduisent par une volonté permanente d'affirmer le rôle de la Turquie sur la scène internationale en général et régionale en particulier, comme acteur à part entière qui pèse et

⁹⁸ Ibid, p. 90.

⁹⁹ Ibid.

¹⁰⁰ Auteur, par ailleurs, de *L'importance géopolitique des mers* : "Denizlerimizin Jeopolitik Önemi", Prof. Dr. Hasret ÇOMAK, *Türk Armatörler Birliği Deniz Taşımacılığı Gözden Geçirme Raporu*, 2018, Sayfa 9 – 18. Du même, voir aussi : « The Geopolitical Balance of USA and Russia Federation in the Black Sea », 7th International Black Sea Symposium, Giresun University, 20 octobre 2017

qui compte. Pour reprendre les termes d'une analyse récente du Foreign Policy Research Institute sur la mer Noire (publiée en juillet 2017), « *Turkey was going to rise to a leadership position* »¹⁰¹. Ces nouvelles ambitions (à la fois diplomatiques, stratégiques, culturelles et économiques) s'alimentent à un désir de puissance, d'influence et de rayonnement, puisant de temps à autres dans les grandeurs du passé impérial ottoman.

Elles sont aussi indissociables d'un souci de développement économique qui s'exprime par le projet d'intégrer en 2023 (date du centenaire de la République turque) le club des dix premières puissances économiques de la planète. A cet égard, le renforcement récent du complexe militaro-industriel turc et l'accroissement considérable des exportations turques d'armement sont particulièrement notables. Le secteur de l'armement a en effet enregistré des mutations spectaculaires en termes à la fois d'objectifs, d'organisation et de résultats¹⁰². L'objectif principal, comme le projet MİLGEM (la contraction « MİL » renvoyant à *Milli* ou national ; et « GEM » à *Gemi* ou bateau¹⁰³) l'indique dans son intitulé même, est d'accroître la part de la composante « nationale » – c'est-à-dire conçue et montée en Turquie¹⁰⁴ – dans l'armement utilisé par les forces armées turques (TSK). 70 % est l'objectif fixé pour 2023 (entre 2000 et 2012, la part des armements nationaux utilisés par les TSK dans les théâtres d'opération intérieurs serait déjà passée

¹⁰¹ Voir Selim Koru, « Turkey's Black Sea Politics: Navigating between Russia and the West », Foreign Policy Research Institute (FPRI), 18 juillet 2017; URL : <https://www.fpri.org/article/2017/07/turkeys-black-sea-policy-navigating-russia-west/>

¹⁰² Voir à cet égard le dernier document prospectif du Conseil de l'Industrie de Défense (SSM) pour la période 2017-2017 : https://www.ssb.gov.tr/Images/Uploads/MyContents/F_20170523152000118882.pdf ; ainsi que le programme 2018-2022 de la même institution : https://www.ssb.gov.tr/Images/Uploads/MyContents/F_20180412110725031374.pdf ; voir aussi le rapport d'activité 2017 du SSM : https://www.ssb.gov.tr/Images/Uploads/MyContents/V_20180301150913377290.pdf

¹⁰³ A noter que le marché MİLGEM, d'abord attribué à la holding Koç, lui fut retiré fin 2013 à la suite d'une polémique sur la position de responsables de cette holding lors des événements de Gezi en mai-juin 2013 (cf. *Dünya*, 22 novembre 2013, p. 22).

¹⁰⁴ En mai 2015, lors du discours d'inauguration du principal salon de l'armement de Turquie IDEF'15, le président Erdoğan a réitéré cet objectif : « *Notre but est de libérer notre industrie de défense de la dépendance extérieure d'ici à 2023* ».

de 30 à 55 %¹⁰⁵). Pour ce faire, des moyens considérables ont été investis dans la recherche-développement¹⁰⁶ et une politique volontariste d'aide et d'incitation aux producteurs nationaux a été lancée¹⁰⁷. En outre, la volonté de promouvoir la Turquie comme puissance exportatrice d'armements est clairement affichée. Du reste, au cours des années 2000 et 2010, la Turquie a grimpé de manière étonnante dans le classement mondial des exportateurs d'armement. Entre 2002 et 2016, le montant des exportations turques d'armement (valeur en USD) a été multiplié par près de dix. Si l'on est loin des 25 milliards USD annoncés pour 2023, en 2017 la valeur des exportations turques du secteur a approché les 2 milliards USD. Ce, dans une conjoncture où l'appareil d'État se restructure autour de la seule présidence de la République et intègre directement en son sein des représentants de l'industrie de l'armement (le directeur général d'Aselsan vient d'être nommé au « Conseil pour les Politiques de la science, de la technologie et de l'innovation » ; le patron du groupe Bayraktar vient d'entrer dans le Conseil d'Administration du Tübitak, institution qui pilote une grande partie de la Recherche-Développement publique).

Dans ce contexte, la Turquie tient à se positionner en puissance-référence, prodiguant matériel et conseil militaires aux « petits » riverains de l'ouest du bassin pontique (Roumanie, Bulgarie et Moldavie), de l'est (Géorgie), mais aussi à l'Ukraine. C'est ainsi que la Turquie était bien représentée au dernier salon « Arms and Security » qui s'est tenu à Kiev en octobre 2018, par le truchement d'entreprises comme Aselsan, Avesaş, Vestel, SYS et MKEK, ainsi que par celui du directeur adjoint des Fabriques Militaires du ministère de la Défense Nationale. Il n'est ainsi pas anodin que le grand salon turc annuel des industries de la Défense (IDEF) se présente, pour sa version 2019 (30 avril-3 mai 2019), comme la « Rencontre de l'Eurasie » (*Eurasian Meeting*).

¹⁰⁵ Voir le quotidien économique *Dünya*, supplément « Industrie de la défense », mai 2013, p. 6.

¹⁰⁶ Compte tenu du fait que cet effort repose sur une étroite collaboration entre secteur privé et agences publiques, il est difficile d'estimer quantitativement cet accroissement, qui s'exprime concrètement dans le développement très récent de clusters spécialisés. « *Data released by the Defense and Aerospace Industry Manufacturers' Association (SASAD) indicates that sector-wide turnover saw a 12.14% increase in 2017 and reached \$6.6 billion. The lion's share of total revenue goes to land platforms with \$2.4 billion and military air platforms with \$1.1 billion. Turkey's defense industry has changed significantly in less than a decade as Turkey has become more involved in co-production, co-development projects, which have also brought along export opportunities. It has seen rapid growth over the last 10 years and reached the transition point from prototypes to serial production. As of late 2017, the total number of ongoing defense projects was close to 600, with 50 new projects starting in 2017.* »

(Source : <https://www.export.gov/article?id=Turkey-Defense-Technology-and-Equipment>).

Voir aussi https://www.researchgate.net/publication/304425124_Defense_Industry_Clusters_in_Turkey

¹⁰⁷ Voir « L'armée de 2023. L'inventaire des Forces Armées Turques va être encore plus nationalisé », *Türkiye*, 5 août 2017, p. 10. Parmi les groupes bénéficiant de la commande publique, citons le groupe Dikkan – dont la visibilité dans les salons spécialisés a fortement augmenté – il équipe la nouvelle génération de navires d'assaut (« TCG Bayraktar ») dont se dotent les Forces navales (cf. *Dünya*, 10 mai 2017).

La région de la mer Noire,
un nouveau talon d'Achille pour l'Europe et l'Alliance ?

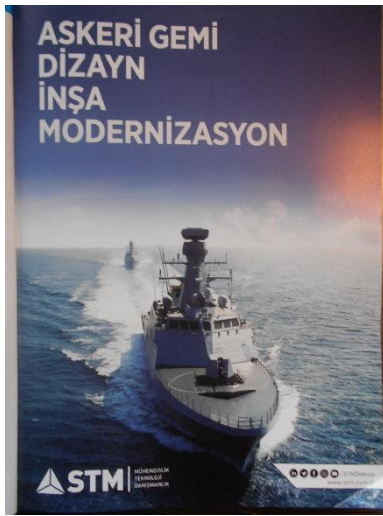


Figure n° 1 : PUBLICITÉS TIRÉES DE LA REVUE SPÉCIALISÉE « ARMEMENT » MSI,
NUMÉRO DE NOVEMBRE 2018

3.2 – Une vision de la sécurité en mer Noire et des intérêts nationaux turcs en voie d'autonomisation

L'autonomisation de la vision qu'a la Turquie de la sécurité en mer Noire et de ses intérêts nationaux dans la zone est à la fois cognitive, si l'on peut dire, programmatique et matérielle. Elle se traduit par tout un faisceau de réflexions stratégiques tendant à soutenir la nécessité pour la Turquie d'avoir sa propre vision, indépendante de celle de l'OTAN et de l'OSCE, sans qu'elle soit pour autant soumise à la vision russe. Entre ces

deux visions perçues comme dominantes, la Turquie s'efforce donc de bâtir une « troisième voie », conforme à la fois aux nouvelles ambitions internationales évoquées plus haut (peser et faire pont), à son désir de mise à distance critique mais raisonnable vis-à-vis de l'OTAN et à l'obligation bien comprise de ne pas heurter l'encombrant partenaire russe. C'est en fonction de ces exigences parfois contradictoires que se cristallise le nouveau regard sécuritaire porté par Ankara sur la sécurité en mer Noire.

3.2.1 – Ménager le « partenaire russe »

Le renouvellement-renforcement de l'alliance stratégique entre la Turquie et la Fédération de Russie, malgré les crises de 2014¹⁰⁸ et l'engagement militaire croissant de la Russie sur le terrain syrien auprès du régime de Bashar El Assad. L'obligation de ne pas heurter le « partenaire russe », qui fascine par sa force d'action internationale et par sa capacité à tenir tête à l'Occident – Vladimir Poutine représente, sous cet aspect, un modèle de super-présidence pour Erdoğan –, se nourrit d'abord à une dépendance économique¹⁰⁹ et surtout énergétique (le 17 novembre 2018, V. Poutine était en Turquie pour inaugurer l'achèvement du tracé maritime du Türk Akımı destiné à court-circuiter l'Ukraine pour l'exportation du gaz russe)¹¹⁰. Elle se traduit par des initiatives concrètes prises ces dernières années qui donnent corps à ce partenariat asymétrique : la cogestion de l'épineux dossier syrien à travers des rencontres bipartites en est l'expression la plus frappante.

L'écho idéologique interne de ce nouveau rapport à la Russie est repérable dans la montée du courant « eurasiatiste » (*Avrasyacı*) au sein de l'institution militaire turque, au détriment du courant occidentaliste/atlantiste. Les Eurasiatistes turcs sont des nationalistes de gauche ou de droite, non islamiques, qui préconisent une ligne hostile à l'Occident, anti-atlantiste, et plaident pour un rapprochement avec les pays de l'Asie : Russie, Iran, voire Chine... Ce courant a des idéologues en Turquie, comme le très prolifique Atilla İlhan (mort en 2005). Ses leaders politiques actuels sont Doğu Perinçek¹¹¹ – ancien leader maoïste des années 1960-1970, désormais chef du parti de la Patrie (*Vatan Partisi*) – et des militaires de haut rang. Le courant n'est pas tout à fait homogène, mais il y a dans

¹⁰⁸ Voir Erdem Özlük (2015/12), « La crise de l'avion entre la Turquie et la Russie et la question du 'pardon' » [Türkiye ve Rusya Arasındaki Uçak Krizi ve Özür Meselesi], ORSAM, N. 35, Aralık 2015 (URL : http://orsam.org.tr/d_hbanaliz/35tr.pdf)

¹⁰⁹ « Les relations sont aussi solides que les constructions », titrait en octobre 2018 le magazine économique turc *Para* pour un dossier spécial sur les relations économiques turco-russes ; référence au fait que la Fédération de Russie est toujours au premier rang des marchés étrangers du secteur BTP turc ; cf. *Para*, 14-20 octobre 2018, pp. 52-60.

¹¹⁰ Voir le rapport n° 1 de la présente étude sur la dépendance énergétique de la Turquie à l'égard de la Russie.

¹¹¹ Un de ses fils, Mehmet Perinçek, est un historien spécialiste de la Russie, très actif dans le débat sur le génocide arménien.

chaque cas une hostilité virulente à l'Occident¹¹². Les Eurasiatistes ont introduit la littérature d'Alexandre Douguine en Turquie, où il bénéficie d'un certain écho.

Mais la relation privilégiée, par nécessité, à la Russie n'empêche pas la Turquie, spécialement depuis 2014, de chercher à maintenir voire à développer les liens de tous types avec l'Ukraine. Par exemple, dans le cadre des manœuvres « DENİZ YILDIZI-2017 », la flotte turque a fait une étape à Odessa le 7 avril 2017, après une étape russe (à Novorossiïsk). A cette occasion, la Turquie a tenu à rappeler son souci de maintenir des liens stratégiques avec l'Ukraine, parallèlement à et indépendamment de ceux qu'elle a avec la Fédération de Russie. Ainsi, la stratégie turque vis-à-vis de la Russie n'est pas une stratégie d'alignement, mais une stratégie réaliste d'intérêts bien compris, de diversification optimale des partenaires, sans exclusive, et de recherche permanente d'équilibre entre ces derniers ; pragmatisme oblige. Ainsi, à l'instar de ce qui a été fait avec la Russie en 2010, un « Haut Conseil Stratégique » turco-ukrainien a été instauré dès 2011 pour encadrer la relation permanente avec cet autre grand voisin du Nord, perçu comme un autre « partenaire naturel » et un marché proche à ne pas négliger¹¹³.

3.2.2 – Avec l'OTAN, un désir de mise à distance critique

Conséquence de l'effondrement de l'URSS et de la disparition du Pacte de Varsovie, le processus d'otanisation de la mer Noire est concrétisé en 2004 par l'intégration de la Roumanie et la Bulgarie au sein de l'Alliance. L'adhésion à l'UE de ces deux pays (en 2007), suivie du développement de partenariats substantiels OTAN/Ukraine et OTAN/Géorgie, dont l'Alliance annonce, lors de son sommet à Bucarest en 2008, qu'ils deviendront membres, achève de bouleverser les équilibres prévalant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Turquie se retrouve dès lors comme incitée à redéfinir le sens de son ancienne adhésion à l'OTAN, compte tenu des nouveaux équilibres régionaux et des inquiétudes russes quant à la perspective d'une perte de monopole d'influence sur les riverains de la mer Noire (cf. *Partie I*).

Incontestablement, le coup d'État manqué de juillet 2016 a entraîné un renouvellement radical de la haute hiérarchie militaire qui n'a pas été sans conséquence sur les orientations stratégiques. En effet, ce sont principalement des « euro-atlantistes » – en tout cas des responsables militaires très familiers des États-Unis et de l'OTAN – qui ont été expulsés, traînés devant les tribunaux, discrédités ou incarcérés. Ceux qui les ont remplacés, par leur formation, leur carrière et leurs références sont moins tournés vers les

¹¹² Erşen E. (2014), « Les commentaires eurasiatistes en Turquie. Echos formels, pratiques et populaires » (en turc), in Yeşiltaş M. et alii, *Türkiye Dünyanın Neresinde ? Hayali Coğrafyalar, Çarpışan Anlatılar*, İstanbul, Koç Üniversitesi Yayınları, pp. 229-257 ; Yılmaz S. (2015), « Le nouvel eurasiatisme et la Russie » (en turc), *Sosyal ve Beşeri Bilimler Araştırmaları Dergisi*, Bahar 2015, N. 35, pp. 111-120 ; Bilgiç M. Sadi (2016), « La géopolitique russe : l'approche eurasiatiste et ses effets sur la Turquie » (en turc), *Bilgesam Analiz/Rusya/N.1317*, 4 mai 2016 (URL : <http://www.bilgesam.org/Images/Dokumanlar/0-167-20160504561317.pdf>).

¹¹³ Voir supplément « Ukraine » du quotidien économique *Dünya*, Septembre 2017, p. 8.

États-Unis – sans être pour autant des Eurasiatistes forcenés, ou des réactionnaires. Autrement dit, s'ils sont dans l'ensemble beaucoup moins à l'aise en anglais que leurs prédécesseurs, ils ne sont pas pour autant *fluent* en russe ou en arabe. Ainsi le chef actuel des forces navales turques, Adnan Özbal (né en 1958), a eu une carrière très « turque » ou « turco-centrée », contrairement à ses prédécesseurs. S'il a été au début de sa carrière brièvement en poste à Naples (OTAN), il semble n'avoir jamais été en fonction aux États-Unis. Si l'on compare son profil à celui d'Özden Örnek, chef des forces navales entre 2003 et 2005, la différence est frappante. En effet, Örnek (né en 1943) a été formé aux États-Unis : d'abord en gestion (1967-1969), puis en commandement naval (1982), avant d'être attaché naval à Washington (1984-86).

Ce sont simplement d'autres réseaux qui ont occupé la place subitement vidée – des réseaux beaucoup plus inféodés au parti-État et à son président. Ainsi, en l'espace de quelques années, le discours officiel de l'institution militaire sur l'OTAN et la raison d'être de l'appartenance de la Turquie à l'OTAN a changé. Le caractère naturel et « éternel » de l'appartenance à cette organisation semble être devenu sujet à débats et avoir perdu de son évidence. Ainsi un article comme celui paru en février 2007 dans la revue « Défense et aérospatial » (*Savunma ve Havacılık*) intitulé « L'OTAN et la sécurité en mer Noire après le sommet de Riga » (pp. 53-61) est désormais quasi inconcevable. En tout cas dans les termes dans lesquels il a été écrit – qui suggéraient un alignement turc consenti sur la stratégie de l'Alliance. Cependant le principe de l'appartenance à l'OTAN n'est pas sérieusement remis en cause – au-delà des déclarations fracassantes de certains responsables politiques, de temps à autre –, contrairement à ce que certains « analystes » pourraient parfois laisser entendre. Le dernier document prospectif du Conseil de l'Industrie de Défense¹¹⁴ (SSM, 2017), c'est d'ailleurs le cinquième et dernier objectif présenté (p. 10), insiste sur l'importance de la collaboration avec l'OTAN pour le développement même du secteur. L'engagement turc en Afghanistan dans le cadre de la présence militaire occidentale post-ISAF, après avril 2014¹¹⁵, n'est pas vraiment discuté, même après les 12 « martyrs » de mars 2012, d'autant que de nombreuses entreprises turques, notamment du secteur BTP, travaillent très activement à la reconstruction de ce pays. Par conséquent, si le discours qui présente l'OTAN comme une organisation destinée à poursuivre sournoisement le projet d'occupation de l'Anatolie tel qu'initié dès le traité de Sèvres (1920) est largement partagé de l'extrême-droite (voir « carte ») à l'extrême-gauche de l'échiquier politique, il n'influence pas la ligne conduite. Et, contrairement aux allégations de certaines mouvances, la présence permanente de l'OTAN sur les côtes pontiques turques est plus que limitée (Fig. 3).

¹¹⁴ URL : https://www.ssb.gov.tr/Images/Uploads/MyContents/F_20170523152000118882.pdf

¹¹⁵ Sur la prolongation/redéfinition de la présence militaire turque en Afghanistan décidée en mars 2017, voir <https://tr.sputniknews.com/ortadoqu/201701031026605759-rsk-afganistan-gorev-suresi/>

La région de la mer Noire,
un nouveau talon d'Achille pour l'Europe et l'Alliance ?



Figure n° 2 : « 24 BASES MILITAIRES DE L'OTAN EN TURQUIE... »

Source : site Internet du Hizbullah turc (<https://www.islamicinvitationturkey.com/2018/01/22/excl-nato-and-usa-military-bases-in-turkey/>) – Posté le 22 janvier 2018

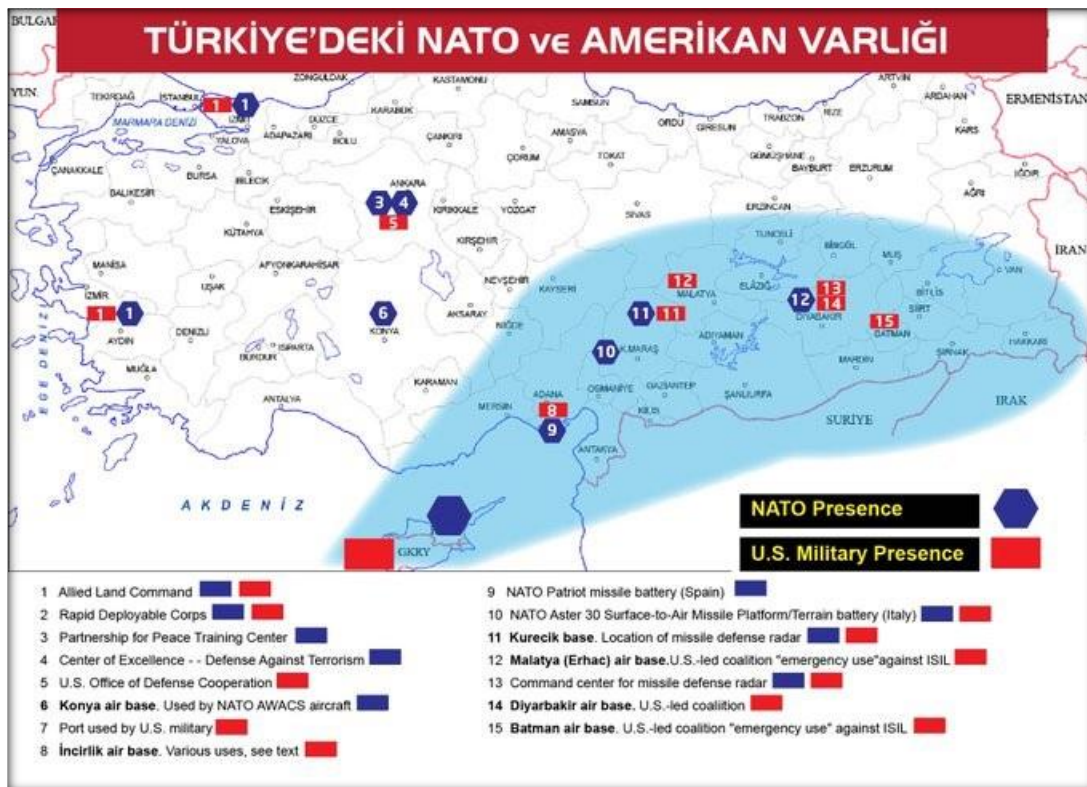


Figure n° 3 : « LA PRÉSENCE AMÉRICAINE ET OTAN EN TURQUIE »

(Source : Özel İstihbarat Bürosu)

URL : <http://www.ozelburoistihbarat.com/nato-sanghay-ismirligi-orgutu-varsova-pakti/nato-dosyasi-turkiye-deki-nato-ve-amerikan-varligi-5968>

Enfin, il apparaît que la récente remise en débat de la Convention de Montreux (1936) sur l'internationalisation du Bosphore ait à voir avec ce repositionnement par rapport au camp occidental. Le grand canal artificiel mer Noire-mer de Marmara dit « Kanal Istanbul » (dont le projet a été annoncé en juin 2011) ne constitue qu'une dimension de cette remise en débat. En effet si ce canal géant voyait le jour, toute la circulation maritime internationale devrait y être reportée et les conditions régissant celle-ci devraient aussi entièrement changer.

Alors que la Russie avait réagi négativement au moment où le projet de cette super-infrastructure alternative au Détroit du Bosphore « internationalisé » avait été annoncé (mai 2011), sa position semble désormais moins frontale sur ce dossier (sachant que la réalisation dudit projet tarde...). Ce qui ressort en tout cas, c'est la confiance russe dans la Convention de Montreux et dans le respect de l'application de celle-ci par la Turquie. Au plus fort de la crise entre les deux pays, fin 2005, les bâtiments militaires russes continuaient d'emprunter le Bosphore pour se rendre dans les ports du littoral syrien. En tout état de cause, le conflit syrien comme les tensions entre l'Ukraine et la Russie depuis 2014 – affaire du Détroit de Kertch comprise – ont eu pour effet *de facto* de conforter l'importance stratégique des Détroits turcs et de redonner à la Turquie une marge de manœuvre et de négociation vis-à-vis de ses voisins pontiques.

**Tableau n° 1 : LE TRAFIC DE TANKERS TRANSPORTANT DES MATIÈRES À RISQUE
DANS LE BOSPHORE (2006-2017)**

Année	Nombre de tankers	Quantité de produits dangereux (Millions de tonnes)
2006	10 153	143 452 500
2007	10 054	143 939 500
2008	9 303	140 357 500
2009	9 299	144 660 000
2010	9 274	146 750 500
2011	9 103	138 496 500
2012	9 027	131 123 000
2013	9 006	134 444 000
2014	8 745	133 961 000
2015	8 633	135 952 000
2016	8 703	136 100 000
2017	8 832	146 943 000

Source : Ministère turc des Affaires étrangères (URL : <http://www.mfa.gov.tr/turk-boga-zlari.tr.mfa>).

3.2.3 – Les mobilités djihadistes

La problématique des mobilités djihadistes entre le monde russe et la Turquie a aussi contribué à modifier le regard stratégique de la Turquie sur la mer Noire. Sans remonter aux attentats tchéchènes des années 1990 ou 2000, les violents attentats de l'État islamique de 2016 à Istanbul (place de Sultanahmet, aéroport Atatürk, club Reina...) ont été perpétrés par des djihadistes tous très liés au « monde russe » et circulant intensément entre ce dernier, la Turquie, la Syrie et parfois l'Europe occidentale. Ces mobilités ont des dimensions multiples : mobilités d'attaque, de veille, de famille, de repos, de connexion... Dans cette configuration, Istanbul fait office de plaque tournante avec ses nombreuses opportunités logistiques, à l'articulation entre diverses filières. Au-delà, le contrôle des trafics humains ou de matériaux sensibles demeure une question préoccupante, les instabilités géorgiennes ou ukrainiennes créant un contexte très favorable à l'intensification de ceux-ci.

3.3 – **Les dimensions concrètes de l'action de la Turquie en mer Noire**

Si l'on met à part la coopération économique – initiée dès 1992 avec la Coopération Economique de la mer Noire (BSEC) –, la coopération environnementale (qui participe de la construction d'un bien commun à protéger de façon concertée) et le dossier énergétique (cf. la volonté tenace de « faire hub », et d'en tirer les dividendes afférents¹¹⁶), l'action turque en mer Noire, conformément à la vision récemment renouvelée évoquée plus haut, prend plusieurs formes.

La principale est militaire.



**Figure n° 4 : « VISITE DE COURTOISIE AU PORT DE NOVOROSSIÏSK/RUSSIE »
(à gauche), PUIS EN BULGARIE (à droite) LORS DES GRANDES MANŒUVRES ANNUELLES
D'AVRIL 2017**

Source : Site Internet du Commandement des Forces Navales turques.

¹¹⁶ Voir rapport n° 1 de la présente étude.

Avant toute chose il convient de rappeler les très récentes transformations organisationnelles survenues dans le champ de la défense en Turquie, au lendemain du coup d'État manqué de juillet 2016. Le souci de « civiliser l'armée » – selon l'expression consacrée en haut lieu à l'AKP – a conduit à rattacher les commandements généraux des différentes armées au ministère de la Défense Nationale, lui-même placé sous la tutelle directe du président de la République. Cette perte d'autonomie des commandements militaires s'accompagne d'une modification de l'équilibre entre Forces Armées (TSK) et police, en faveur de cette dernière. Le rattachement de l'ensemble de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur semble aller dans ce sens. Désormais les forces de police interviennent sur des théâtres étrangers et ont pris place dans les dispositifs de surveillance et de défense aux frontières. Dans ce cadre restructuré, la gestion militaire de la mer Noire relève d'un sous-commandement spécifique – dont le siège est situé à Karadeniz Ereğli –, partie du « Commandement des mers du Nord » localisé à Istanbul. En outre, on assiste à une consolidation du dispositif militaire turc vers les rives de la mer Noire, les anciens postes de l'OTAN passant aux mains de la marine turque.

Ceci étant rappelé, l'acte de naissance d'une stratégie turque autonome en mer Noire remonte à mars 2004, soit trois ans après le lancement de la Blackseafor, avec la mise en place de l'initiative turque dénommée « Harmonie en mer Noire » (KUH pour le turc ou OBSH pour l'acronyme anglais). Le centre permanent de coordination du KUH a été implanté à Karadeniz-Eregli en 2005.

Cependant, on peut dire que depuis la fin 2006, la coopération navale avec la Fédération de Russie en mer Noire a été institutionnalisée. En effet c'est à partir de cette date que la Russie a été associée à la KUH. Si la Roumanie (en 2000), puis l'Ukraine (2007) ont aussi rejoint cette initiative, et si la Géorgie en 2013 puis la Bulgarie en 2015 ont chacune fait part de leur intention d'en faire partie, c'est l'axe turco-russe qui la structure et l'anime principalement à en juger par les moyens dévolus ainsi que par l'intensité des rencontres et échanges bilatéraux. Pour les autres pays, membres ultérieurs ou membres potentiels, le souci de participer à une définition commune et concertée de la sécurité en mer Noire semble aussi se faire jour.

Les inflexions stratégiques observées du côté de la relation avec la Russie n'ont pas mis en question la collaboration avec l'OTAN (dernières manœuvres communes en février 2017). Celle-ci se poursuit. Ce double jeu est caractéristique du positionnement turc actuel qui repose sur la diversification des alliances, considérée comme une condition de l'affirmation de l'autonomie d'action. L'objectif est simple : multiplier les partenariats pour ne pas dépendre d'une seule grande puissance et pouvoir, dans l'interstice entre les deux stratégies à prétention hégémonique, construire sa propre politique. La

déclaration turco-russe du 24 janvier 2007 sur l'opération Black Sea Harmony (FSC.DEL/19/07) rappelait d'ailleurs :

« This Operation will continue to be conducted in cooperation with the ongoing NATO Operation Active Endeavor in the Mediterranean, which is actively supported by the navies of Turkey and the Russian Federation. The effectiveness of OBSH has been recognized and appreciated by NATO military authorities as well as NATO member and Partner countries.

All Black Sea littoral states have been invited to participate in OBSH. We strongly believe that their participation will greatly contribute to maritime security in the Black Sea, as well as to ensuring energy security in the region. Therefore, Turkey and the Russian Federation will consider OBSH as a model that could be used by BLACKSEAFOR in due course as well. They continue to seek full cooperation and coordination among all Black Sea littorals in this field. »

Si le contexte a sensiblement changé depuis cette date, les initiatives militaires turques en mer Noire s'inscrivent toujours dans ce cadre/cadrage et jouent continuellement avec le multi-positionnement qui permet au pays de convoquer simultanément plusieurs systèmes de coopération et de coordination, pour son profit singulier.

La crise du détroit de Kertch en mer d'Azov en novembre 2018 a bien illustré la spécificité du positionnement turc. Opposant, notamment au nom de la Convention de Montreux, une fin de non-recevoir à l'Ukraine, dont le chef de la flotte a explicitement demandé que la Turquie ferme ses Détroits en représailles aux agissements jugés agressifs de la partie russe, la Turquie s'est bien gardée de prendre position pour l'un ou l'autre des protagonistes dans ce nouvel épisode de la crise russo-ukrainienne – cherchant plutôt à cultiver son rôle de modérateur régional disposé à empêcher toute escalade.

En conclusion (provisoire), une fois posé le constat de cette réorientation pontique de la vision turque, on serait assez enclin à partager l'analyse de Boris Toucas (CSIS) selon laquelle « Turkey Has No Allies in the Black Sea, Only Interests »¹¹⁷. Il faut refuser le diagnostic d'un glissement stratégique inconditionnel de la Turquie vers la Russie (voire vers l'Iran) qui ne résiste pas à l'examen. La Turquie veut devenir influente, prendre une place dans le concert géopolitique régional et remplir la mission d'exception à laquelle croient ses dirigeants. Elle sait jouer de son multi-positionnement (et de sa position géographique), des crises régionales (Ukraine, Syrie) et des contradictions de ses partenaires pour pousser son propre agenda et maximiser ses profits à la fois politiques, symboliques et économiques. En outre, on doit considérer la mer Noire « redécouverte » par la Turquie comme une chambre d'échos de tensions extérieures et d'ambitions d'une toute autre échelle sur lesquelles la Turquie cherche à avoir prise mais qui la contraignent aussi fortement. Aussi les déclarations tonitruantes et souvent comminatoires du président turc actuel à l'adresse de « l'Occident » et le chantage vis-à-vis de l'OTAN au

¹¹⁷ 13 février 2018 ; URL : <https://www.csis.org/analysis/turkey-has-no-allies-black-sea-only-interests>

S-400 russe ne doivent pas nous empêcher de continuer à considérer des facteurs lourds, de plus long terme, de la définition de la stratégie turque. Sans oublier le pragmatisme des décideurs turcs de tous rangs, qui devrait permettre de prévenir tout basculement sur des positions durablement conflictuelles face à des partenaires jugés incontrournables.

4 – Pistes pour le rapport final

Le présent rapport n'aborde qu'à la marge la position des pays riverains hors Russie et Turquie – Roumanie, Bulgarie, Ukraine, Géorgie. Leurs visions et approches seront traitées à l'occasion du séminaire correspondant à ce volet de l'étude (janvier 2019) et fera éventuellement l'objet de développements dans le rapport final selon les orientations du comité de pilotage.

Ces travaux complémentaires permettront, entre autres, d'évaluer la solidité de l'UE et de l'OTAN face à la Russie en mer Noire, où, comme le perçoit la chercheuse Raluca Csernaton, « le *grand échiquier géopolitique ... est en train de se réordonner, avec d'un côté la communauté euro-atlantique et de l'autre la Russie, chacune cherchant à reconfigurer leurs sphères d'influence qui se recoupent suite à la crise de Crimée* »¹¹⁸.

¹¹⁸ Raluca Csernaton, « Geostrategic and Economic Priorities in the Black Sea Region – Reconfiguring a Fuzzy Eastern Borderline », ISIS Europe, 2014 (<https://isiseurope.wordpress.com/2014/03/27/geostrategic-and-economic-priorities-in-the-black-sea-region-reconfiguring-a-fuzzy-eastern-borderline/>).

Annexe



Source : Boris Toucas, « Russia's Design in the Black Sea: Extending the Buffer Zone », www.csis.org, 28 juin 2017